

VERS L'AVENIR QUE NOUS VOULONS

En finir avec la faim et engager la transition
vers des systèmes agro-alimentaires durables



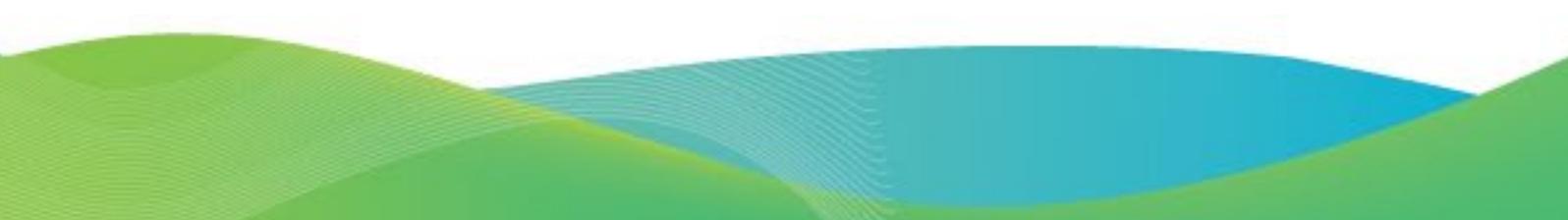


VERS L'AVENIR QUE NOUS VOULONS

**En finir avec la faim et engager la transition
vers des systèmes agro-alimentaires durables**

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

Rome, 2012



Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités. Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement celles de la FAO.

Tous droits réservés. La FAO encourage la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Les utilisations à des fins non commerciales seront autorisées à titre gracieux sur demande. La reproduction pour la revente ou à d'autres fins commerciales, y compris à des fins didactiques, pourra être soumise à des frais. Les demandes d'autorisation de reproduction ou de diffusion de matériel dont les droits d'auteur sont détenus par la FAO et toute autre requête concernant les droits et les licences sont à adresser par courriel à l'adresse copyright@fao.org ou au

Chef de la Sous-Division des politiques et de l'appui en matière de publications
Bureau de l'échange des connaissances, de la recherche et de la vulgarisation
FAO
Viale delle Terme di Caracalla
00153 Rome
Italie.

© FAO 2012



Table des matières

<i>Avant-propos</i>	iii
<i>Résumé d'orientation</i>	v
Introduction: Appel à l'engagement des participants à Rio+20	1
1. La vision d'un développement durable envisagée à Rio ne peut être réalisée qu'en éliminant définitivement la faim et la malnutrition	3
L'accès équitable aux ressources, à l'emploi et aux revenus est capital pour vaincre la faim	3
Les programmes de protection sociale peuvent satisfaire les besoins à court terme tout en jetant les bases d'une croissance à long terme	5
Se projeter vers 2050	6
2. La vision de Rio exige que les systèmes de consommation et de production alimentaire produisent plus avec moins	7
Promouvoir la consommation durable	7
Réduire les pertes alimentaires et le gaspillage de nourriture	8
Instaurer des systèmes de production agricole durables et intelligents face au climat	10
<i>Tirer parti des services écosystémiques pour l'agriculture</i>	11
<i>Intensification durable</i>	11
Les coûts de la transition vers la durabilité	15
<i>Réduire les arbitrages politiques et accroître les ressources d'investissement</i>	17
3. La transition vers un avenir durable impose une modification fondamentale des modes de gouvernance de l'alimentation et de l'agriculture, ainsi qu'une répartition équitable des coûts et des avantages qui en découlent	19
Domaines d'action politique prioritaires	22
<i>Définir et protéger les droits aux ressources, en accordant une attention particulière aux populations les plus vulnérables</i>	22
<i>Intégrer des incitations à la consommation et à la production durables dans les systèmes agro-alimentaires</i>	23
<i>Promouvoir des marchés agricole et alimentaires plus efficaces et équitables</i>	24
<i>Réduire les risques et renforcer la résilience des populations plus vulnérables</i>	25
<i>Investir les ressources publiques dans des biens publics essentiels, dont l'innovation et les infrastructures</i>	27
S'engager à agir	29
<i>Bibliographie</i>	31



Avant-propos

Rio+20 et au-delà: œuvrer ensemble à un avenir viable

Il a été déclaré en 1972, à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, puis en 1992, au Sommet de la planète Terre, que l'être humain est au cœur du développement durable. Force est de constater, cependant, qu'en 2012, plus de 900 millions de personnes souffrent encore de la faim. Dans le monde entier, les pauvres, en particulier dans les zones rurales, sont parmi les plus exposés aux actuelles crises et menaces alimentaires, climatiques, financières, économiques, sociales et énergétiques auxquelles nous sommes confrontés.

Aussi longtemps que cette situation persistera et que près d'un homme, d'une femme et d'un enfant sur sept sera laissé sur le bord du chemin, victime de la sous-alimentation, le développement ne pourra être qualifié de durable.

Les efforts consentis pour que la sécurité alimentaire soit une réalité peuvent servir à fédérer les actions que nous sommes appelés à engager pour relever les différents défis qui se présentent à nous et nous aider ainsi à bâtir un avenir viable. La Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) arrive à point nommé pour que l'on procède à l'analyse – nécessaire à sa concrétisation – de cette convergence entre les actions menées en faveur de la sécurité alimentaire et la durabilité.

Qu'il s'agisse de sécurité alimentaire ou de durabilité, il faut passer, pour la production comme la consommation, à des modèles plus durables. D'après les prévisions de la FAO, il va falloir, pour nourrir une population croissante qui atteindra neuf milliards de personnes en 2050, accroître la production agricole d'au moins 60 pour cent dans les prochaines décennies. Il s'agit donc de produire plus avec moins, d'accroître la production agricole tout en préservant l'environnement.

Mais même si nous y parvenons, la pression qui s'exercera sur nos ressources naturelles sera telle que dès aujourd'hui, nous devons aussi agir sur d'autres fronts, changer nos modes d'alimentation et trouver des moyens de nourrir la population mondiale sans être obligés d'atteindre ces chiffres de production. Pour cela, nous pouvons passer à une alimentation plus saine dans les couches les plus aisées de la population et réduire les pertes et gaspillages de denrées alimentaires dans les pays industrialisés comme dans les pays en développement, qui s'élèvent, du stade de la production à celui de la consommation, à 1,3 milliard de tonnes chaque année.

Cependant, même si nous réussissons à accroître de 60 pour cent la production agricole, il y aura encore dans le monde 300 millions de personnes souffrant de la faim en 2050, qui, comme c'est déjà le cas actuellement pour des centaines de millions de personnes, n'auront toujours pas accès aux aliments dont ils ont besoin. Pour eux, ce qui fait obstacle à la sécurité alimentaire n'est pas tant la production que l'accès. La seule façon de faire en sorte qu'ils bénéficient de la sécurité alimentaire est de créer des emplois décents, de verser des salaires plus élevés, de leur donner accès à des moyens de production et de répartir les revenus de façon plus équitable. Nous devons les insérer dans la société, compléter l'appui aux petits exploitants et les possibilités de création de revenus par un renforcement des protections sociales, des programmes « travail contre rémunération » et des programmes de transfert d'espèces

qui contribuent à renforcer la production locale et les circuits de consommation, dans le cadre d'un effort visant à réaliser nos objectifs de développement durable.

Le passage à un avenir viable nécessite également des changements fondamentaux de la gouvernance de l'alimentation et de l'agriculture et une répartition équitable des coûts et avantages afférents à la transition. Par le passé, les pauvres ont payé plus que leur part des coûts et retiré moins que leur part des avantages. Ce déséquilibre est inacceptable et il faut y remédier. Nous devrions aussi être particulièrement attentifs au rythme du changement, qui devrait permettre aux populations vulnérables de s'y adapter et d'y être associées, alors qu'elles en sont aujourd'hui exclues, d'où un élargissement du fossé.

Par le présent document, la FAO aide à analyser les défis auxquels nous sommes confrontés, à définir le consensus dont nous avons besoin et les actions que nous devons engager pour parvenir à la viabilisation de l'avenir que nous désirons. Le développement durable, à l'instar de l'élimination de la faim, est un objectif pour lequel chacun d'entre nous – individus, sociétés, gouvernements, société civile et institutions – est appelé à œuvrer. Ensemble, en partant du niveau local pour aller vers le niveau mondial, nous pouvons bâtir l'avenir que nous souhaitons. Et cet avenir commence aujourd'hui.



José Graziano da Silva

Directeur Général

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Résumé d'orientation

L'amélioration des systèmes agricoles et alimentaires est indispensable pour un monde dans lequel les personnes et les écosystèmes seront en meilleure santé. Des vies plus saines et plus productives ne peuvent exister que «lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, la possibilité physique, sociale et économique de se procurer une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et préférences alimentaires pour mener une vie saine et active» (FAO, 1996). Des écosystèmes sains doivent être résilients et productifs ; ils doivent fournir les biens et les services nécessaires pour répondre aux besoins et aspirations actuels de la société sans compromettre la possibilité, pour les générations futures, de bénéficier de l'éventail complet de biens et de services procurés par les écosystèmes terrestres, aquatiques et marins. Des liens très étroits existent entre les conditions requises pour assurer la sécurité alimentaire et la nutrition universelles, la gestion responsable de l'environnement, et la gestion plus équitable des produits alimentaires. Ces aspects se recoupent dans les systèmes agricoles et alimentaires au niveau mondial, national et local. Afin de les mettre en exergue, la FAO a trois principaux messages à transmettre au Sommet de Rio+20:

MESSAGES

La vision du développement durable envisagée à Rio ne peut être réalisée qu'en éliminant définitivement la faim et la malnutrition.

La vision de Rio exige que les systèmes de consommation et de production alimentaire produisent plus avec moins.

La transition vers un avenir durable impose une modification fondamentale des modes de gouvernance de l'alimentation et de l'agriculture, ainsi qu'une répartition équitable des coûts et des avantages qui en découlent.

La FAO estime que la vision de Rio restera inaccomplie tant que la faim et la malnutrition persistent dans le monde. La gestion durable des systèmes agricoles et alimentaires est la clé d'un avenir durable. Des politiques solides s'imposent pour créer les incitations et les capacités nécessaires pour une production et consommation durables et permettre aux consommateurs et aux producteurs de faire des choix durables.

Dans cette optique, les gouvernements nationaux et les autres parties prenantes doivent:

1. établir et protéger les droits aux ressources, spécialement pour les populations plus vulnérables;
2. intégrer des mesures incitatives à la consommation et à la production durables dans les systèmes alimentaires;
3. favoriser la mise en place de marchés agricoles et alimentaires équitables et efficaces;
4. réduire les risques et augmenter la résilience des populations les plus vulnérables;
5. investir les ressources publiques dans des biens publics essentiels, dont l'innovation et les infrastructures.

Pour atteindre l'avenir que nous voulons – un monde libéré de la faim et fondé sur le développement durable – la FAO appelle les participants de Rio+20 à prendre les six engagements suivants:

1. Accélérer le rythme de réduction de la faim et de la malnutrition afin qu'elles soient éradiquées dans un avenir relativement proche.
2. Utiliser les *Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale* et des *Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale* comme cadres prioritaires pour assurer la sécurité alimentaire et un développement durable équitable.
3. Appuyer les efforts de toutes les parties prenantes oeuvrant dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture, surtout dans les pays en développement et les pays les moins avancés, pour mettre en œuvre des approches techniques et politiques de développement agricole intégrant les objectifs de sécurité alimentaire et de protection de l'environnement.
4. Assurer la répartition équitable des coûts et des avantages associés à la transition vers une consommation et une production agricole durables, et veiller à ce que les moyens de subsistance des populations et leur accès aux ressources soient protégés.
5. Adopter des approches intégrées afin de gérer les objectifs multiples et établir des liens entre les sources de financement pour parvenir à des systèmes agricoles et alimentaires durables.
6. Mettre en œuvre des réformes de la gouvernance fondées sur les principes de la transparence, de la participation, et de la responsabilisation en vue de garantir l'exécution des politiques et le respect des engagements. Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) pourra constituer un modèle pour ces réformes.

La FAO et Rio+20

L'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) est un organisme spécialisé des Nations Unies. Au service de tous les pays, la FAO est une tribune neutre au sein de laquelle ils se rencontrent sur un pied d'égalité pour négocier des accords et débattre des politiques. La FAO est également une source de connaissances et d'informations; elle aide les pays en développement et les pays en transition à moderniser et à améliorer les pratiques agricoles, forestières et de pêche. La FAO regroupe 191 États membre, deux membres associés et une organisation membre, l'Union européenne.

Quelle est la mission de la FAO?

La mission de la FAO est définie par sa devise *fiat panis*, expression latine signifiant «qu'il y ait du pain». L'Organisation s'emploie à atteindre la sécurité alimentaire pour tous, autrement dit à garantir que les populations aient un accès régulier à une nourriture de qualité en quantité suffisante leur permettant de mener une vie saine et active. L'action de la FAO s'étend à l'agriculture durable, à la sylviculture, aux pêches et aux systèmes alimentaires. L'utilisation rationnelle des ressources naturelles et la protection de l'environnement, de même que l'équité et les progrès sociaux et économiques représentent une priorité pour le programme de la FAO.

Quel est le lien entre la mission de la FAO et Rio+20?

Les négociations de Rio+20 mettent en exergue sept domaines requérant une attention prioritaire : l'emploi, l'énergie, les villes, l'eau, les océans, les catastrophes et l'alimentation. La mission et les actions de la FAO concernent chacun de ces domaines.

Nous ne pouvons pas revendiquer de réussite en matière de développement durable tant que le droit fondamental à l'alimentation pour tous n'a pas été garanti. Des mesures et systèmes de protection sociale doivent donc être instaurés de toute urgence. À plus long terme, l'agriculture durable renforce les moyens de subsistance et répond à la demande croissante de nourriture. En réduisant les pertes alimentaires et le gaspillage de nourriture, il sera possible de réduire l'empreinte environnementale de l'agriculture et de contribuer à assurer la sécurité alimentaire. Il est indispensable de mobiliser les synergies entre la réalisation de la sécurité alimentaire et les pratiques de consommation et de production durables, ainsi que de gérer les arbitrages correspondants. Tout cela est au coeur du mandat de la FAO.

Actions-clé menées par la FAO

La mission de la FAO est vaste et ambitieuse. Le programme de l'Organisation couvre tous les thèmes prioritaires de Rio+20. Les interventions vont de l'instauration de normes internationalement reconnues en matière d'alimentation et de gestion des ressources naturelles, à l'appui aux programmes nationaux concernant l'agriculture, les forêts et la pêche; à la mise en oeuvre de l'agriculture, la pêche et la sylviculture durables à l'échelle locale. Avec le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le Programme alimentaire mondial (PAM), la FAO s'est engagée à rendre la vision de Rio+20 crédible et réalisable.



Introduction: Appel à l'engagement des participants à Rio+20

Lors du Sommet de la Terre de Rio, en 1992, le monde avait raison en s'attachant tout particulièrement à l'être humain. Le premier principe de la déclaration de Rio (ONU, 1992) affirme:

Les êtres humains sont au centre des préoccupations relatives au développement durable. Ils ont droit à une vie saine et productive en harmonie avec la nature.

Depuis 1992, un travail important a été réalisé pour rapprocher le monde d'un avenir commun et durable mais, vingt ans plus tard, nous n'avons toujours pas concrétisé ce principe fondamental: trop de personnes ne mènent pas encore de vie saine et productive alors que le monde se développe par des moyens qui ne sont pas toujours en harmonie avec la nature. Où avons-nous échoué??

La possibilité de vivre des vies saines et productives dépend de la sécurité alimentaire, qui est assurée «lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, la possibilité physique, sociale et économique de se procurer une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et préférences alimentaires pour mener une vie saine et active» (FAO, 1996). Il existe des liens très étroits entre les conditions requises pour assurer la sécurité alimentaire et la nutrition universelles, la gestion responsable de l'environnement, et la gestion plus équitable des produits alimentaires. Ces aspects se recoupent dans les systèmes agricoles et alimentaires au niveau mondial, national et local. Une des principales failles des systèmes alimentaires actuels est que, malgré les progrès considérables accomplis en matière de développement et de production de denrées alimentaires, des centaines de millions de personnes souffrent de la faim parce qu'ils n'ont pas les moyens de produire ou d'acheter la nourriture dont ils ont besoin pour mener une vie saine et productive. **Les systèmes alimentaires doivent donc être gérés de manière à assurer la sécurité alimentaire universelle.**

Une deuxième faille des systèmes agricoles et alimentaires actuels est que leurs impacts environnementaux sont élevés. Les coûts et les avantages d'un système durable ne sont pas reflétés correctement dans les décisions prises par tous les acteurs concernés – les millions de personnes qui gèrent les écosystèmes pour produire des aliments et d'autres biens et services agricoles, les sept milliards de consommateurs du monde, ainsi que les institutions

Les systèmes agricoles incluent les processus naturels et gérés par lesquels les produits alimentaires et non alimentaires (combustible, fibres) sont produits à partir des cultures, de l'élevage, de la pêche et des forêts. Les systèmes agricoles constituent la source de toute la nourriture de la planète, et la principale source de revenu de la plupart des populations pauvres et en situation d'insécurité alimentaire du monde.

Les systèmes alimentaires coïncident avec les systèmes agricoles en ce qui concerne la production de denrées alimentaires, mais ils comprennent aussi une variété d'institutions, de technologies et de pratiques qui régissent la façon dont les denrées alimentaires sont commercialisées, transformées, transportées, accédées et consommées. Les systèmes alimentaires influencent non seulement ce qui est consommé et la façon dont c'est produit et acheté, mais ils déterminent aussi qui est en mesure de manger et la qualité nutritionnelle de leurs aliments.

publiques et privées qui contribuent à élaborer ces décisions. **C'est pourquoi les systèmes alimentaires doivent être gérés d'une manière durable.**

L'amélioration des systèmes agricoles et alimentaires est donc essentielle pour un monde dans lequel les personnes et les écosystèmes sont en meilleure santé. Deux éléments de réponse sont déjà connus, bien que notre compréhension de ces éléments continue de s'améliorer: **l'élimination définitive de la faim** est primordiale pour le développement durable; et, la mise en place de **systèmes de consommation et de production durables** est indispensable pour éliminer définitivement la faim et protéger les écosystèmes. En revanche, nous avons échoué à traiter un troisième élément, celui des **défis de la gouvernance** qui doit être abordé pour atteindre ces objectifs. Alors que nous savons ce qui doit être fait, il nous manque encore un système de gouvernance pouvant garantir que ce qui est connu et convenu entre les parties sera mis en œuvre, suivi et évalué.

Pour atteindre l'avenir que nous voulons – un monde libéré de la faim et fondé sur le développement durable – la FAO cherche à établir un consensus sur les changements à opérer au niveau mondial, régional et national pour éliminer définitivement la faim, appuyer la transition vers des systèmes de consommation et de production alimentaires durables, et garantir une gestion plus équitable de l'alimentation. Elle demande que ce consensus soit traduit par un engagement solide et durable à agir. Et elle appelle toutes les parties prenantes représentées à Rio+20 à prendre **d'urgence** la nouvelle résolution de travailler ensemble dans un réel esprit de coopération et de partenariat pour mettre en œuvre les mesures requises et prendre la responsabilité de satisfaire au premier principe de Rio 1992.

1 La vision du développement durable envisagée à Rio ne peut être réalisée qu'en éliminant définitivement la faim et la malnutrition

Si nous avons réalisé les objectifs de développement durable convenus à Rio il y a 20 ans, les centaines de millions de personnes qui souffrent aujourd'hui de la faim seraient libérés de la faim et de la malnutrition. La faim persiste, bien qu'au cours des cinquante dernières années, la production mondiale de denrées alimentaires ait dépassé la croissance de la population.

La faim – définie comme l'apport insuffisant en calories – va de pair avec d'autres formes de malnutrition comme les carences en protéines, vitamines et minéraux, qui sont exacerbées par le manque d'accès à l'eau propre et à l'assainissement. A l'heure actuelle, plus d'un milliard de personnes mangent suffisamment de calories mais ne consomment pas assez de protéines, de vitamines ou de minéraux. La sous-alimentation chez les enfants, particulièrement durant les 1 000 premiers jours qui suivent leur conception, signifie qu'ils n'atteindront jamais leur plein potentiel physique et cognitif.

Pour les personnes qui souffrent de faim et malnutrition chroniques, la satisfaction des besoins immédiats reste la première préoccupation – planifier l'avenir est souvent un luxe qu'ils ne peuvent se permettre. Pourtant, la plupart des personnes souffrant de la faim dans le monde dépendent de l'agriculture, des forêts et de la pêche au moins pour une partie de leurs moyens de subsistance, et leurs choix quotidiens ont donc aussi des conséquences importantes sur la gestion des ressources naturelles de la planète.

La faim et la sous-alimentation ne constituent pas seulement un problème moral et social; elles comportent des coûts économiques importants, dont la perte de productivité et de gains à long terme ainsi que l'utilisation non durable des ressources. La faim déclenche le cercle vicieux de la perte de productivité, de l'aggravation de la pauvreté, du ralentissement du développement économique et de la dégradation des ressources. Aussi, la réduction de la faim est étroitement liée au développement durable.

L'accès équitable aux ressources, à l'emploi et aux revenus est capital pour vaincre la faim

La production de denrées alimentaires et leur disponibilité physique sont sans aucun doute indispensables pour résoudre le problème de la faim. Pourtant, la sécurité alimentaire ne se résume pas seulement à la production de nourriture en quantité suffisante; elle comprend le besoin de garantir l'accès à la nourriture en quantité et de qualité suffisantes à tout moment. L'accès à la nourriture – c'est-à-dire, la capacité à produire ou à acheter des denrées alimentaires – souligne le rôle central joué par la réduction de la pauvreté dans la lutte contre la faim. La pauvreté et l'insécurité alimentaire sont encore très largement concentrées dans les zones rurales, où les populations dépendent directement ou indirectement de l'agriculture, de la pêche ou des forêts pour obtenir des revenus et se nourrir. C'est pourquoi la réduction de la pauvreté et l'amélioration des moyens de subsistance des populations rurales contribueraient à enrayer l'urbanisation précoce et l'augmentation de la pauvreté urbaine.

Pour réduire la faim et la malnutrition, il faut commencer par assurer un accès équitable aux ressources, à l'emploi et aux revenus dans les zones rurales. L'agriculture, et plus particulièrement les petits agriculteurs et les exploitations familiales, peuvent jouer un rôle de catalyseur dans l'amélioration des moyens de subsistance des populations rurales. Près de 500 millions de petits agriculteurs des pays en développement sont confrontés à une variété de restrictions de ressources les privant d'un accès suffisant à la nourriture et à l'alimentation. Beaucoup de ces petits agriculteurs sont des femmes, qui rencontrent des contraintes supplémentaires d'ordre culturel, et souffrent d'inégalités en matière d'accès aux ressources productives par rapport aux hommes (FAO, 2011a).

Nous savons qu'une croissance des secteurs agricoles des économies à faible revenu et très dépendantes de l'agriculture est deux fois plus efficace pour lutter contre la faim et la pauvreté que celle d'autres secteurs (Banque mondiale, 2008). La croissance agricole sert de moteur à l'économie rurale, par sa capacité à générer des emplois et des revenus. Mais ce résultat n'est pas automatique: il est tout aussi important d'améliorer les politiques, les investissements et la gouvernance. Pour les personnes touchées par la faim chronique dans les zones rurales et urbaines, les opportunités d'emploi, le bon fonctionnement des marchés alimentaires et la stabilité des prix des denrées alimentaires sont également des facteurs essentiels pour améliorer l'accès à la nourriture. La lutte contre la faim doit être définie dans un cadre plus vaste de réduction de la pauvreté et d'amélioration des moyens de

Les femmes et l'agriculture: Comblent le fossé entre les hommes et les femmes pour le développement

Dans son rapport sur la *Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2010–11*, la FAO établit un scénario d'activités pour traiter les questions de disparité dans l'agriculture et l'emploi rural. Le secteur agricole obtient des résultats insuffisants dans de nombreux pays en développement, en partie parce que les femmes n'ont pas d'accès équitable aux ressources et aux opportunités dont elles ont besoin pour être plus productives. La disparité hommes-femmes est une constante remarquablement commune à tous les pays et à tous les contextes: *l'accès des femmes aux actifs agricoles, aux intrants, aux services et aux opportunités d'emploi rural est inférieur à celui des hommes.*

Ce fossé hommes-femmes, qui a été constaté pour toute une série de biens, d'intrants et de services, fait supporter des coûts à l'agriculture, à l'économie et à la société dans son ensemble, ainsi qu'aux femmes elles-mêmes. Pour les femmes et les hommes des zones rurales, la terre est probablement le bien ménager le plus important permettant de soutenir la production ou de fournir des aliments, un bon apport nutritionnel et une sécurité de revenus. Pourtant, une comparaison internationale des données du recensement agricole montre que moins de 20 pour cent des propriétaires fonciers sont des femmes pour des raisons attribuables à différentes contraintes juridiques et culturelles liées aux droits de succession, de propriété et d'utilisation.

Si les femmes avaient le même accès que les hommes aux intrants sur les terres qu'elles contrôlent aujourd'hui, elles pourraient augmenter de 20 à 30 pour cent les rendements de leur exploitation, ce qui aurait pour effet d'accroître la production agricole totale des pays en développement de 2,5 à 4 pour cent. Cette hausse suffirait à réduire de 100 à 150 millions le nombre de personnes qui souffrent de la faim (FAO, 2011a).

Mesures de protection et croissance à long terme

Les mesures de protection peuvent faire davantage que réduire la pauvreté et la vulnérabilité. S'il s'agit de mesures régulières et prévisibles, elles peuvent également modifier les attitudes et les comportements envers les risques. Lorsque les marchés de crédit et d'assurance sont absents ou ne fonctionnent pas bien, les mesures de protection peuvent avoir des répercussions importantes et positives sur les activités génératrices de revenus et les stratégies de subsistance des populations pauvres.

Des initiatives comme le Programme de protection sociale fondé sur les activités productives (PSNP) en Éthiopie, ou le Fome Zero (objectif «faim zéro») au Brésil, reconnaissent expressément ces liens. Le volet travaux publics du Programme de protection sociale fondé sur les activités productives, lorsqu'il est régulier et prévisible, et lorsqu'il est associé à des mesures de soutien agricole, améliore l'état de sécurité alimentaire des bénéficiaires, l'accumulation de bétail, et leur capacité à gérer les urgences (Gilligan *et al.*, 2009; Berhane *et al.*, 2011). Le programme Fome Zero a adopté une double approche visant l'amélioration de l'accès à la nourriture et la promotion de la production agricole à petite échelle grâce à la collaboration de nombreux ministères, des administrations municipales et de la société civile. Les interventions ont concerné la distribution directe de nourriture, les repas scolaires, l'alimentation maternelle/infantile, l'établissement de régimes de protection, les modifications institutionnelles comme les réformes agraires, la mise en place d'incitations pour les petits agriculteurs, la modernisation des systèmes d'approvisionnement alimentaires, la promotion de l'agriculture urbaine, la réforme foncière, l'autonomisation des communautés rurales, et la protection sociale universelle. Le programme a incontestablement atteint ses objectifs: de 2003 à 2008, le nombre de personnes pauvres au Brésil a baissé de 27 pour cent et le nombre de personnes extrêmement pauvres a baissé de 48 pour cent.

subsistance qui prenne en compte la santé, l'éducation, le logement, l'eau et l'assainissement, ainsi que la gestion des ressources naturelles.

Les programmes de protection sociale peuvent satisfaire les besoins à court terme tout en appuyant une croissance à long terme

Les répercussions négatives de la faim sur la capacité à travailler et sur la productivité soulignent l'importance d'une action immédiate afin de combattre la faim. Des mesures de protection sociale bien ciblées peuvent réduire rapidement l'incidence de la faim chronique dans les communautés rurales et urbaines en apportant la nourriture nécessaire à combler l'écart nutritionnel, ou l'argent pour acheter de la nourriture supplémentaire et d'autres biens indispensables. Les programmes de transfert des revenus, acheminés à travers les femmes dans la mesure du possible, offrent un moyen très efficace, administrativement simple et peu cher de combattre rapidement la faim et l'exclusion sociale liée. Les effets positifs de ces programmes augmentent lorsqu'ils sont associés à d'autres interventions comme les programmes d'alimentation scolaire, l'éducation à la nutrition, de meilleurs soins médicaux, l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement. En aidant les plus démunis à faire face à des risques, chocs et pressions multiples, les mesures de protection sociale procurent également des avantages à long terme sur le plan de la productivité, de la résilience et de la sécurité alimentaire.

Se projeter vers 2050

Au-delà du besoin impérieux de résoudre les problèmes des personnes qui sont touchées par la faim et la malnutrition aujourd'hui, nous devons également satisfaire les besoins des générations futures. La FAO prévoit que, si les habitudes actuelles de consommation alimentaire persistent, il faudra produire 60 pour cent de nourriture en plus d'ici 2050 (par rapport à la période 2005-2007) pour répondre à l'augmentation de la demande entraînée par la croissance de la population et des revenus, notamment dans les pays en développement. Bien que le taux de progression de la production soit environ la moitié de celui atteint au cours des 10 dernières années (2,2 pour cent par an) (FAO 2011b), il est une source de préoccupation à deux égards.

En premier lieu, l'augmentation attendue de la production doit être assurée d'une manière durable du point de vue environnemental, compte tenu des pressions exercées sur les écosystèmes de la planète. Dans une étude récente, le Stockholm Resilience Institute constate que les changements climatiques, la perte de biodiversité et d'autres pressions ont déjà atteint un rythme de changement qui menace la capacité des systèmes terrestres à fonctionner (Rockström *et al.*, 2009).

En deuxième lieu, même si nous parvenons à augmenter la production de denrées alimentaires comme prévu, plus de 300 millions de personnes risquent encore d'être touchées par la faim chronique dans les pays en développement en 2050, principalement faute d'accès à une quantité suffisante de nourriture (Alexandratos et Bruinsma, 2012). Ceci est inadmissible mais n'est pas inévitable. La FAO est convaincue qu'il est possible de **nourrir toute la population de la planète** en effectuant une augmentation de la production de denrées alimentaires inférieure aux 60 pour cent anticipés par le scénario de référence. Pour «détourner les pronostics» nous devons prendre des décisions politiques audacieuses qui auront des répercussions sur les schémas de croissance des revenus, l'évolution des préférences alimentaires, les niveaux de gaspillage et la façon d'utiliser la production agricole à des fins non alimentaires. Une réforme importante de la gouvernance des systèmes agricoles et alimentaires permettra d'assurer l'application de ces décisions politiques. Tout dépend des choix que nous faisons aujourd'hui en matière de gestion des systèmes agricoles et alimentaires.

2 La vision de Rio exige que les systèmes de consommation et de production alimentaire produisent plus avec moins

Les millions de personnes qui gèrent les systèmes agricoles et alimentaires – depuis les producteurs les plus pauvres aux plus commerciaux – constituent le plus grand groupe de gestionnaires de ressources naturelles au monde. Les décisions de gestion qui sont prises chaque jour par ceux qui cultivent, élèvent du bétail, pêchent, gèrent les forêts, et dirigent des entreprises agro-alimentaires – ainsi que les choix des 7 milliards de consommateurs de la planète – sont déterminantes pour la sécurité alimentaire mondiale et la bonne santé des écosystèmes mondiaux.

Ainsi, l'amélioration des systèmes agricoles et alimentaires est vitale pour des populations en meilleure santé et des écosystèmes plus stables et plus résilients. Nous devons exploiter les progrès en matière de consommation de production, et les chaînes de valeur qui les unissent au sein d'une dynamique intégrée pour rendre les systèmes agricoles et alimentaires plus durables du point de vue économique, social et environnemental.

Sur le plan de la consommation, nous devons réduire la surconsommation, passer à des régimes alimentaires à faible empreinte environnementale, et réduire les gaspillages de nourriture et les pertes alimentaires tout au long du système.

Sur le plan de la production, nous devons déterminer comment les différents systèmes agricoles et alimentaires du monde peuvent être améliorés pour réduire leurs impacts négatifs sur l'environnement (y compris l'épuisement des sols, de l'eau et des nutriments, les émissions de gaz à effet de serre et la pollution, et la dégradation des écosystèmes naturels). Nous devons également protéger et tirer parti des services écosystémiques, afin d'atteindre une croissance efficace et résiliente, et fournir des biens environnementaux publics au niveau mondial comme, par exemple, la conservation de la diversité biologique, l'atténuation des effets du changement climatique, et la protection des bassins versants.

Promouvoir la consommation durable

La future augmentation de la demande en denrées alimentaires sera influencée par les choix des millions de consommateurs au fur et à mesure que les économies se développent et que la population du monde devient de plus en plus urbaine. Les régimes alimentaires des personnes pauvres, tout en présentant un apport élevé de glucides, sont peu variés, peu diversifiés, faibles en éléments nutritifs et présentent souvent des carences en oligoéléments. La réduction de la pauvreté monétaire se traduira par une augmentation significative – et souhaitable du point de vue nutritionnel – des dépenses alimentaires notamment en ce qui concerne les protéines, les sucres et les lipides.

Les populations des pays à revenu élevé (et de plus en plus dans les pays à revenu moyen) ont généralement une alimentation plus riche en viande et en graisses saturées (ainsi qu'en sucre et en sel), souvent accompagnée d'un apport inadéquat de fruits, de légumes et de grains entiers. Ces habitudes alimentaires augmentent les risques de maladies cardiaques, de certains types de cancers, de congestions cérébrales et de diabètes. En 1992 peu de

personnes étaient en surpoids ; à présent, 1,5 milliards de personnes sont en surpoids ou obèses et devraient souffrir d'une panoplie de maladies débilitantes non transmissibles en vieillissant – ce qui comporte des coûts considérables en termes de bien-être, de productivité, de moyens de subsistance et de soins de santé. En fait, 65 pour cent de la population mondiale vit actuellement dans des pays où le surpoids et l'obésité tuent plus de personnes que l'insuffisance pondérale (OMS, 2009).

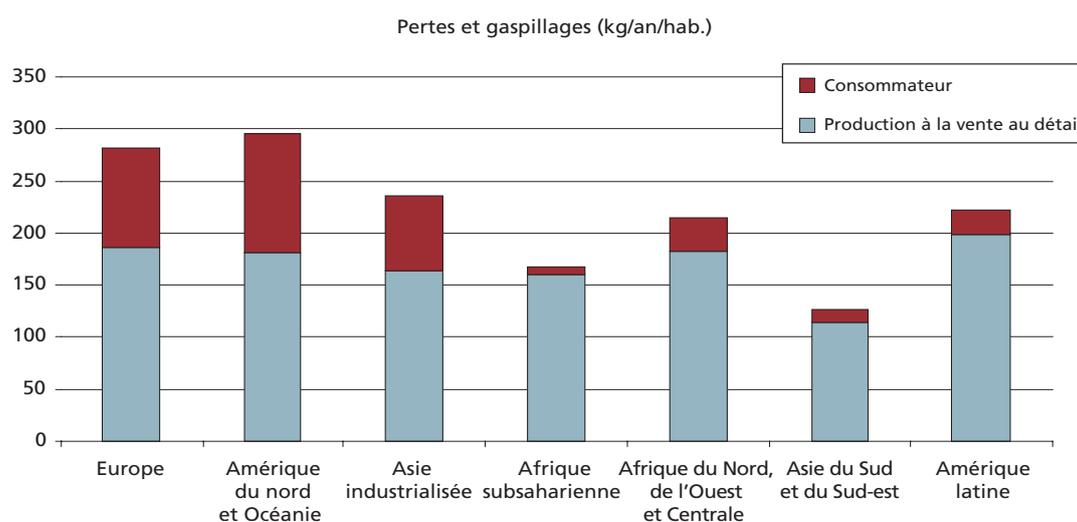
Pour éviter de répéter ces habitudes alimentaires au fur et à mesure que le monde devient plus riche, il importe d'adopter des politiques de réduction de la surconsommation – notamment de la consommation des produits ayant des empreintes environnementales et sanitaires élevées par rapport à leur apport nutritionnel. En effet, l'évolution vers des régimes plus sains et plus durables contribuera à améliorer la santé des personnes et des écosystèmes.

Réduire les pertes alimentaires et le gaspillage de nourriture

Outre des habitudes alimentaires malsaines, de grosses pertes alimentaires potentiellement évitables surviennent à d'autres stades postérieurs à la production. Au niveau mondial, il a été estimé que les pertes et le gaspillage alimentaires comptent pour environ 30 pour cent des céréales (voir graphique); 40 à 50 pour cent des racines fourragères, des fruits et des légumes; 20 pour cent des plantes oléagineuses; et 30 pour cent des produits halieutiques (FAO, 2011b).

Les pertes alimentaires se traduisent par des profits plus faibles pour les agriculteurs et des prix plus élevés pour les consommateurs si bien qu'il est plus difficile, pour les agriculteurs, de gagner assez d'argent et, pour les consommateurs, d'avoir les moyens d'acheter suffisamment de nourriture. Cette situation a également des conséquences négatives pour les pêcheurs, leurs familles, et les communautés dont les revenus et les régimes alimentaires sont largement tributaires des ressources halieutiques, qui se périssent rapidement en l'absence de technologies et d'infrastructures de conservation appropriées.

Pertes et gaspillage alimentaires, à un stade préalable à la consommation et au stade de la consommation, dans différentes régions. Pertes et gaspillages (kg/an/hab.)



Source: FAO, 2011b.

Pertes alimentaires et gaspillage de nourriture

La FAO estime qu'environ 1,3 milliards de tonnes d'aliments produits chaque année sont perdus ou gaspillés – soit un tiers des aliments produits dans le monde pour la consommation humaine – et que cela correspond à plus de 10 pour cent de l'énergie calorique totale absorbée au niveau mondial. Les pertes alimentaires font référence à la diminution du volume des denrées comestibles destinées à la consommation humaine le long des différents segments de la filière d'approvisionnement. En revanche, les pertes dues au fait de jeter des denrées ayant encore de la valeur pour autrui sont qualifiées de gaspillage de nourriture.

Les pertes alimentaires et le gaspillage de nourriture surviennent aussi bien dans les pays à revenu élevé que dans les pays à faible revenu, mais selon des modalités différentes. Dans les pays à revenu élevé et moyen, la nourriture est largement gaspillée au stade de la consommation. Dans les pays à faible revenu, les pertes alimentaires surviennent essentiellement au début et durant les stades intermédiaires de la filière alimentaire tandis que beaucoup moins de nourriture est gaspillée au niveau des consommateurs. Dans les pays à faible revenu, ces phénomènes sont principalement liés aux restrictions financières, de gestion et techniques concernant les méthodes de récolte; aux installations de stockage et de refroidissement dans des conditions climatiques difficiles; aux infrastructures; aux systèmes de conditionnement et de commercialisation; et au fait que les technologies de réduction des pertes sont trop chères par rapport au prix des denrées alimentaires pour pouvoir en rentabiliser l'utilisation.

Investir dans des systèmes plus efficaces, qui réduisent les pertes ou le gaspillage, permettrait aussi de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) de façon directe, le gaspillage produisant des émissions de méthane pendant la mise au rebut des aliments, et de façon indirecte, en réduisant les besoins en ressources. (Dans l'ensemble, les secteurs agricoles et alimentaires génèrent 30 pour cent des émissions totales de GES.) Les stratégies appropriées de réduction des gaspillages le long de la filière sont différentes pour les pays à revenu élevé et pour les pays à faible revenu. En Europe, les exemples comprennent des programmes pour sensibiliser les consommateurs au gaspillage de nourriture et à la quantité d'énergie consommée pour produire les aliments, et des normes réglementant la réduction des déchets organiques. Dans les pays à faible revenu, les solutions adoptées comprennent la promotion d'installations agricoles de stockage à petit prix, ainsi que l'amélioration des transports et des installations de transformation.

Source: FAO, 2011b.

Systèmes alimentaires intelligents en terme d'énergie: moins de gaspillage et une accessibilité accrue

Le secteur alimentaire représente 30 pour cent environ de la consommation totale énergétique mondiale. Les pays à revenu élevé utilisent une plus grande quantité d'énergie pour la transformation et le transport tandis que les pays à faible revenu consomment plus d'énergie pour la cuisson des aliments. En même temps, les systèmes énergétiques actuels ne parviennent pas à satisfaire les besoins des populations pauvres. Presque 3 milliards de personnes disposent d'un accès limité aux services énergétiques modernes pour le chauffage des foyers et la cuisson des aliments, et 1,4 milliards de personnes n'ont pas accès, ou ont un accès limité, à l'électricité (FAO, 2011c). Améliorer l'accès à l'énergie et assurer la durabilité des ressources énergétiques sont deux des aspects les plus importants pour assurer le développement durable des systèmes alimentaires.

Instaurer des systèmes de production agricole durables et intelligents face au climat

Pour bâtir un monde dans lequel les personnes et les écosystèmes soient en bonne santé, il faut modifier la façon dont les personnes interagissent avec l'environnement. La transformation des ressources naturelles en produits agricoles alimentaires et non alimentaires est une des formes plus généralisée d'interaction homme-environnement. Les secteurs de l'agriculture et de l'élevage utilisent 70 pour cent de tous les prélèvements d'eau et occupent, avec les forêts, 60 pour cent de la surface émergée de la planète. La production animale à elle seule utilise 80 pour cent des zones cultivées et des pâturages. Par ailleurs, les systèmes alimentaires consomment 30 pour cent de l'énergie mondiale. De plus, alors que les océans recouvrent 70 pour cent de la surface terrestre et soutiennent la pêche et l'aquaculture, cette dernière utilise une part de plus en plus croissante de terre et d'eau douce.

Dans trop de cas, l'interaction homme-environnement a eu des conséquences négatives pour l'environnement. L'agriculture produit environ 30 pour cent des émissions totales de gaz à effet de serre et devrait, selon les prévisions, être une source importante d'augmentation des émissions dans l'avenir (GIEC, 2007). La production agricole peut avoir des impacts négatifs sur l'eau, les sols et l'atmosphère, de même que sur la vie sauvage, la biodiversité et la santé humaine (Pretty *et al.*, 2011). Quarante pour cent des terres dégradées du monde se trouvent dans des zones où le taux de pauvreté est élevé et où la menace plus grande est posée par la perte de qualité des sols, la perte de biodiversité, l'amoinissement des ressources en eau, et la dégradation de leur qualité (FAO, 2011d).

C'est justement parce que la production agricole a des impacts tellement omniprésents sur l'environnement, et peut avoir des effets positifs considérables au niveau mondial, qu'améliorer les pratiques agricoles est un élément essentiel de la transition vers un avenir plus durable. Les modalités de gestion des systèmes agricoles étant cruciales pour le développement durable, les systèmes de production agricole doivent dès lors «produire davantage avec moins».

Les systèmes de production agricole varient selon les différentes agro-écologies et incluent des activités forestières, agricoles, de pêche et d'élevage. Ils diffèrent par leur capacité à générer des revenus et à appuyer la sécurité alimentaire, ainsi que par leur résilience et leurs impacts sur l'environnement. Ils s'étalent des systèmes intensifs en capitaux, qui dépendent énormément de la mécanisation et des intrants externes comme les engrais, les produits chimiques et les graines ou les variétés améliorées, aux systèmes à faible niveau d'intrants où la terre et la main d'œuvre sont les principaux facteurs de production. Ces deux types de systèmes peuvent occasionner l'épuisement des ressources naturelles et la pollution, mais ils peuvent aussi être économes en ressources. Tout dépend de la façon dont ils sont gérés. Dans les pays à faible revenu et économiquement très dépendants de l'agriculture, les problèmes posés par la gestion des systèmes agricoles et alimentaires sont compliqués par le fait que l'agriculture est un secteur clé pour la croissance économique, la lutte contre la pauvreté, la sécurité alimentaire et la nutrition, de même que pour le développement social dans son ensemble. Dans les pays industrialisés, en revanche, les problèmes sont davantage liés à la réduction des coûts, à l'amélioration de la sécurité alimentaire, des services environnementaux et des valeurs nutritionnelles (Banque mondiale, 2008).

De nombreuses techniques permettent d'améliorer les performances environnementales de l'agriculture sans en affecter les rendements. Alors que ces techniques sont extrêmement variées, il est dans tous les cas indispensable d'augmenter radicalement le recours à des stratégies de gestion reposant sur des niveaux de connaissances élevés dans tous les systèmes de production, en tirant également parti au mieux des services écosystémiques.

Tirer parti des services écosystémiques pour l'agriculture

Dans tous les systèmes de production agricole, la transition vers des pratiques plus durables suppose l'exploitation plus attentive des services écosystémiques. Ceux-ci comprennent tous les avantages que l'homme tire des écosystèmes – avantages directs comme la production de denrées alimentaires, et indirects comme la régulation du climat, le cycle des éléments nutritifs ou les valeurs culturelles. Les écosystèmes sous-tendent la vie humaine à travers une gamme de services comme la fourniture d'aliments et d'eau potable, la préservation et la régénération des sols, la fixation de l'azote et du carbone, le recyclage des éléments nutritifs, le filtrage de la pollution et bien d'autres encore (FAO, 2007). Ils sont le fondement de l'agriculture et jouent un rôle déterminant pour la productivité et la résilience des systèmes de production. Ils ont également des conséquences plus étendues pour le bien-être humain par leurs effets positifs sur la régulation du climat, le fonctionnement des systèmes aquatiques et la conservation de la biodiversité.

Les écosystèmes agricoles sont, de loin, les plus grands écosystèmes gérés du monde. Dans de nombreux cas, les stratégies de gestion ont surtout été axées sur la production de denrées agricoles occasionnant parfois la dégradation et l'épuisement d'autres services écosystémiques. L'éventail complet des services écosystémiques que l'agriculture peut fournir doit être reconnu et mis en valeur si nous voulons accroître la durabilité et la productivité des écosystèmes agricoles.

Les forêts et les services écosystémiques

Les forêts contribuent directement et indirectement à la sécurité alimentaire et à la nutrition tout en fournissant des services écosystémiques dans des paysages agricoles plus vastes. Les activités forestières représentent plus de 10 pour cent du PIB dans de nombreux pays parmi les plus pauvres. Elles fournissent 10 millions d'emplois officiels et 30 à 50 millions d'emplois informels dans les pays en développement (FAO, 2012a). Les aliments tirés des forêts et des arbres sont une source importante de protéines, de minéraux et de vitamines. Plus particulièrement, dans les pays en développement des zones tropicales, les populations autochtones et les communautés vivant autour ou dans les forêts dépendent énormément de ces ressources pour satisfaire leurs besoins alimentaires.

Les forêts sont des filets de sécurité indispensables pour la survie des populations rurales démunies lorsque les récoltes sont mauvaises ou en période de difficulté économique. La collecte et la vente de produits forestiers non ligneux constitue une source importante de revenus pour les ménages, surtout pour les femmes. Les arbres fournissent du bois de feu pour la cuisson des aliments à plus de 2 milliards de personnes. Les emplois forestiers, de même que les entreprises et les industries forestières à petite ou moyenne échelle, sont une source importante de revenus pour les populations rurales. Et dans les terres arides, les arbres sont la principale source de fourrage pour les animaux domestiques.

Les forêts et les arbres fournissent aussi d'autres services écosystémiques indispensables. Les forêts influent sur la quantité d'eau disponible ; elles contrôlent les eaux de surface et souterraines tout en assurant la bonne qualité de l'eau; elles contribuent à la fixation du carbone; elles peuvent être utilisées comme rideaux-abris et brises-vent; enfin, elles contribuent largement à réduire l'érosion des sols et agissent comme protection contre les glissements de terrain ou les inondations.

Afin d'exploiter pleinement leur potentiel, les écosystèmes agricoles ont besoin d'être gérés dans le cadre de paysages agricoles plus vastes. Aussi, il est fondamental de renforcer la résilience naturelle des paysages. Le déboisement, la dégradation des bassins versants/hydrographiques, la dégradation des terres, la disparition des récifs et des écosystèmes côtiers – particulièrement les récifs coralliens et mangroves – réduisent les capacités de défense de la nature. Les catastrophes contribuent, à leur tour, à la dégradation et à la perte des écosystèmes en accentuant, entre autres, l'érosion des sols, la perte de qualité des terres de parcours, la sanilisation des sols, et la perte de biodiversité. La diversification des variétés, des races et des activités de production dans les paysages agricoles est un autre moyen de renforcer la résilience. Une plus grande diversité des écosystèmes agricoles peut aussi conduire à des régimes alimentaires plus sains et durables, un aspect très important pour les producteurs qui consomment en grande partie leur propre production (FAO, 2012b).

Intensification durable

L'intensification durable des cultures est une démarche basée sur l'écosystème visant à améliorer la durabilité des systèmes de culture. Il s'agit d'une pratique permettant de produire plus sur une même surface de terre en réduisant, à la fois les impacts négatifs sur l'environnement et en augmentant les contributions au capital naturel et le flux des services environnementaux (FAO, 2011e). Une intensification durable capable de combler les écarts de rendement et de productivité dans les systèmes à faible performances est indispensable pour atteindre les objectifs de développement et de protection de l'environnement. La notion d'intensification durable ne s'applique pas seulement aux systèmes de culture mais elle peut aussi s'appliquer aux systèmes d'élevage, aquacoles et sylvicoles (FAO, 2011e; Foley *et. al.* 2011).

Utilisation durable de l'eau dans les systèmes alimentaires

Au cours du siècle passé, l'utilisation de l'eau au niveau mondial a augmenté deux fois plus vite que le taux de croissance de la population; et de plus en plus de régions se rapprochent du seuil à partir duquel les services en eau ne peuvent être assurés de manière durable. Il a été estimé qu'en 2025, 1,8 milliards de personnes vivront dans des pays ou des régions où la pénurie d'eau sera «totale» (<500 m³ par an par habitant), et il se pourrait que deux tiers de la population mondiale vivent en situation de «stress hydrique» (entre 500 et 1 000 m³ par an par habitant). La pénurie d'eau est une des principales causes de famine et de sous-alimentation. C'est pourquoi un des grands défis des années à venir est de comprendre comment augmenter la production de denrées alimentaires en utilisant moins d'eau. Il faudra pour cela augmenter la production par unité d'eau – ou optimiser l'utilisation de l'eau. Les techniques utilisées à cet effet sont souvent les mêmes qui sont utilisées dans l'intensification durable de la production agricole. Une autre solution est celle de réduire la demande d'eau en passant à des régimes alimentaires plus durables et en minimisant les gaspillages. Une diminution de 50 pour cent des pertes alimentaires et du gaspillage de nourriture au niveau mondial permettrait d'économiser 1 350 km³ d'eau par an – soit presque quatre fois les précipitations annuelles de l'Espagne. Enfin, les méthodes de recyclage et de réutilisation des eaux usées dans l'agriculture, ainsi que des eaux urbaines à des fins agricoles, peuvent également aider à résoudre les problèmes croissants de pénurie d'eau.

Sources: FAO, 2012c et 2012d.

Développement durable du secteur de l'élevage

Une étude récente indique qu'accroître le rendement moyen mondial de transformation des aliments (feed-to-food) de 5,1 pour cent à 6,2 pour cent réduirait l'utilisation des terres par l'élevage de 510 millions d'hectares (soit 13 pour cent) en 2030 – pratiquement tout le recul proviendrait d'une diminution des périodes de pâturage et des résidus des cultures – et réduirait de 20 pour cent l'utilisation des aliments destinés aux animaux. Les taux de croissance de la productivité requis pour permettre ces changements sont bien en dessous des taux estimés possibles par les spécialistes de l'élevage (Wirsenius et al., 2010).

La nécessité de réduire la pollution et les émissions de gaz à effet de serre dus aux systèmes d'élevage est une préoccupation fondamentale, de même qu'améliorer les services écosystémiques procurés par les herbages. Pour traiter ces questions, la FAO a établi un Agenda global pour le développement durable de l'élevage. Cette initiative est fondée sur un processus de consultation ouvert, informel et à participation volontaire qui s'attache à la construction d'un consensus et d'actions collectives parmi un groupe important de parties prenantes du secteur. Les programmes d'action produits viseront l'utilisation plus efficace des ressources du secteur de l'élevage afin d'assurer les moyens de subsistance, la sécurité alimentaire à long terme et la croissance économique, tout en préservant d'autres avantages en matière d'environnement et de santé publique.

La démarche de la FAO en matière d'intensification durable des cultures s'appuie sur le modèle «**produire plus avec moins**». Ce modèle promeut la mise en place d'une agriculture productive qui conserve et améliore les ressources naturelles. Il utilise une approche basée sur l'écosystème qui tire parti des contributions de la nature pour renforcer la croissance des cultures – la matière organique des sols, la régulation des débits d'eau, la pollinisation et la prédation naturelles des ravageurs – et qui applique les intrants externes appropriés au bon moment et en quantité adéquate à des variétés culturales améliorées résistant aux changements climatiques et utilisant les éléments nutritifs, l'eau et d'autres intrants externes de manière plus efficace. Les éléments clés de ce modèle – utilisation plus efficace des ressources, moindre utilisation des combustibles fossiles, et réduction de la dégradation directe de l'environnement – permettent aux agriculteurs de faire des économies et endiguent les effets adverses dus à l'usage abusif d'intrants spécifiques.

La mauvaise utilisation des engrais est, par exemple, très répandue dans un nombre de régions du fait, dans certains cas, de subventions accordées par le gouvernement. Pourtant l'usage abusif des engrais ne favorise pas la croissance des plantes et peut conduire à la contamination des sols ou des eaux de surface. L'utilisation non appropriée des insecticides peut effectivement causer l'apparition de ravageurs en bouleversant la population naturelle de prédateurs; et l'usage abusif des herbicides peut provoquer l'émergence de mauvaises herbes résistantes aux herbicides. Des pratiques de gestion inappropriées, comme l'irrigation sans drainage adéquat, peuvent occasionner la salinisation ou la diminution de la santé des sols. Un plus grand souci du maintien des écosystèmes naturels peut favoriser l'adoption de pratiques de gestion fondées sur: la rotation des cultures, le labour minimal et le maintien de la couverture du sol; la dépendance, dans la mesure du possible, aux processus naturels de prédation ou la lutte biologique contre les ravageurs et les mauvaises herbes; la gestion des services de pollinisation; la sélection de variétés différentes et appropriées; et l'utilisation bien ciblée des intrants externes.

Intensification durable de la production aquacole

L'aquaculture est le secteur alimentaire qui connaît l'essor le plus rapide. Au cours des dix dernières années la production aquacole a enregistré un taux de croissance annuel de presque 8 pour cent et fournit 60 millions de tonnes (près de 50 pour cent) de demande mondiale de poisson actuelle (FAO, 2012e). L'intensification de la production aquacole a le potentiel – si elle est soutenue et développée de manière réglementée et écologiquement et socialement responsable – de produire le poisson requis pour satisfaire la demande d'aliments sains et hautement nutritifs d'une population en expansion.

De nombreux systèmes de production aquacoles dépendent très peu de l'eau douce, et leur empreinte carbone soutient la comparaison avec celle des systèmes alternatifs de production de protéines animales. Certains systèmes, comme la mytiliculture, peuvent extraire les nutriments excédentaires du milieu aquatique en atténuant de ce fait l'eutrophisation. En revanche, l'alimentation pour animaux, qui dépend actuellement de la farine de poisson, de l'huile de poisson et de poissons de faible valeur, surtout dans la production de poissons et de crustacés de niveau trophique élevé, constitue un sérieux goulet d'étranglement. Poussé par les prix du marché et les préoccupations des consommateurs, le secteur aquacole a commencé à utiliser des sources alimentaires alternatives, principalement d'origine terrestre, et les sous-produits de la pêche. L'exigence d'adopter une approche écosystémique pour la gestion du secteur (FAO, 2010a) a également été reconnue comme une stratégie clé pour l'intégration de l'aquaculture dans d'autres systèmes alimentaires. La rizipisciculture et l'aquaculture multitrophique intégrée représentent deux bons exemples d'intégration durable comme fondement pour l'intensification.

L'intensification durable permet en outre d'obtenir des gains d'efficacité énergétique. Les systèmes d'exploitation qui optimisent l'utilisation du fumier, des légumineuses, des résidus des cultures ou de l'agroforesterie pour préserver la concentration des nutriments dans le sol auront moins recours aux engrais azotés. Les systèmes sans labour auront besoin de moins de carburant pour les tracteurs. Et des systèmes d'irrigation plus efficaces permettront de réduire la quantité de carburant utilisée pour pomper l'eau. Un des principaux objectifs de ces techniques d'intensification durable est d'augmenter l'efficacité énergétique de l'agriculture en faisant un usage maximal de l'énergie solaire, plutôt que des combustibles fossiles, en améliorant en même temps la fertilité des sols (Pretty *et al.*, 2006). Le recyclage le plus efficace possible des nutriments est une nécessité pour les petits producteurs des pays en développement confrontés au manque de capital (Zundel *et al.*, 2008). Comblar les écarts d'efficacité dans le secteur de l'élevage, qui utilise actuellement 30 pour cent environ des terres de la planète non couvertes par les glaces et près de trois quarts de toutes les terres agricoles, est prioritaire pour améliorer la durabilité des systèmes de production agricole.

Étant donné que l'intensification durable est propre à un lieu et basée sur un niveau élevé de connaissances, accélérer la transition vers des systèmes plus durables imposera de grands investissements publics au niveau mondial, régional et national dans le but d'élargir la recherche et la vulgarisation pour accompagner l'évolution vers des systèmes plus durables. Il faudra, de plus, insister davantage sur l'établissement de partenariats publics-privés afin de stimuler la recherche et le développement, la conception et l'appropriation de technologies, et la gestion des connaissances – dont, entre autres, les paramètres de durabilité.

Les coûts de la transition vers la durabilité

L'expérience a montré qu'il a parfois des arbitrages à faire pour atteindre les objectifs de développement, de sécurité alimentaire et de protection de l'environnement. Dans certains cas, le développement de l'agriculture et la transformation des systèmes alimentaires peuvent causer des dommages involontaires à l'environnement, alors que les politiques de protection de l'environnement peuvent avoir des impacts négatifs sur les populations démunies. Ces arbitrages sont souvent déclenchés et exacerbés par des politiques inappropriées ou la faiblesse des institutions. L'identification et la réduction des arbitrages politiques sont ainsi fondamentales pour améliorer la durabilité des systèmes de production et de consommation et, il faudra donc mieux aligner les politiques en matière d'agriculture, de sécurité alimentaire et d'environnement.

L'analyse des systèmes de production durables démontre souvent qu'ils sont gagnants-gagnants quand il s'agit d'augmenter les profits des producteurs (ce qui inclut les agriculteurs, les éleveurs, les pêcheurs et les forestiers) ainsi que pour l'amélioration de l'environnement (Pretty *et al.*, 2006). Toutefois, le taux relativement faible d'adoption de ces systèmes semblerait indiquer qu'ils ne sont pas attrayants pour les producteurs. Une évaluation détaillée des coûts – et de ceux qui lessupportent – est donc nécessaire pour en comprendre la raison. Outre les dépenses et les charges d'exploitations, les coûts à considérer comprennent également les coûts d'opportunité – les revenus auxquels renoncent les producteurs pendant la transition vers un nouveau système, par exemple. Plusieurs années peuvent en effet s'écouler avant que les systèmes agricoles durables aient des rendements positifs, surtout lorsqu'ils impliquent la restauration des écosystèmes dégradés (McCarthy *et al.*, 2011). De nombreux producteurs ne sont pas en mesure de financer une aussi longue période de perte de revenus – même s'ils sont susceptibles de réaliser des gains importants à l'avenir. En effet, le problème des retours d'investissements différés constitue un obstacle sérieux à surmonter pour garantir la durabilité dans tous les secteurs et à toutes les échelles d'investissement. Les investissements en matière de durabilité doivent donc tenir compte des arbitrages à court terme, même s'ils aboutissent à des résultats positifs à long terme.

Les risques et les coûts de transaction sont deux autres facteurs importants à considérer en effectuant la transition vers des systèmes plus durables. Les coûts de transaction correspondent aux «coûts de l'activité commerciale», comprenant les frais de transport et de communication, de même que les coûts de coordination des actions des nombreux producteurs et consommateurs. Les systèmes de production durables exigeront une meilleure coordination de la gestion, par exemple, des ressources naturelles collectives ou de l'organisation des activités après récolte, de transformation, de stockage et de commercialisation. D'autre part, les risques ont un effet dissuasif considérable sur les investissements, qui est aggravé par l'accès limité aux ressources, comme la terre et l'eau, et par l'incertitude croissante liée à la volatilité des marchés ou aux chocs climatiques (FAO, 2012f).

La transition vers des systèmes de consommation durables donne lieu au même type de coûts. La réduction du gaspillage, par exemple, comporte des frais d'investissement et d'exploitation auxquels il faudra ajouter les frais de transaction encourus pour coordonner les étapes de la production, de la transformation, du stockage et de la commercialisation. Une meilleure prise en compte des ressources naturelles et des valeurs nutritives dans les prix agricoles et dans les chaînes de valeur mène généralement à une hausse des coûts de production et de commercialisation qui sera, en définitive, imputée aux producteurs, aux consommateurs ou aux commerçants.

La mise en place d'institutions et de politiques appropriées permettra de diminuer considérablement les coûts que les investisseurs individuels doivent assumer en passant à des systèmes durables. Les programmes et les mesures de protection visant la réduction des risques et l'accroissement de la résilience *ex-ante* peuvent inciter à investir dans des systèmes durables (FAO, 2010b). La recherche, le développement et la vulgarisation agricoles financés par le secteur public, associés au renforcement des capacités, permettent de réduire les coûts de transaction et d'augmenter les mesures incitant à l'utilisation efficace des intrants. Les organismes d'appui aux actions collectives, comme les coopératives ou les écoles pratiques d'agriculture, ou encore l'innovation des chaînes de valeur favorisant l'accès des petits agriculteurs et les incitations à la production durable, sont autant de moyens de réduire les coûts de transaction (Cavatassi *et al.*, 2009). Dans ces cas, une partie des coûts de transition sera transférée du secteur privé au secteur public.

La notion de responsabilité «commune mais différenciée» est une pierre angulaire de la vision de développement durable de Rio, qui fait appel à une répartition juste et équitable des coûts et des avantages du passage à un avenir durable. Ce principe est particulièrement important dans le cas du secteur agricole, qui comprend la plupart des gens pauvres du monde risquant de pâtir le plus d'un échec de cette transition vers la durabilité. Il est, par conséquent, indispensable de réaliser une évaluation réaliste des coûts totaux imputables à la transition vers la durabilité, ainsi que de la répartition des avantages, que ce soit en faveur des investisseurs ou sous forme de biens publics mondiaux. Des mécanismes améliorés et renforcés, qui puissent assurer une répartition juste et équitable de ces coûts et avantages sont donc indispensables pour que la transition vers la durabilité se fasse sans heurt.

Mais où les pays peuvent-ils obtenir les ressources nécessaires pour financer l'agriculture durable et l'élimination définitive de la faim? Le moyen principal est la réallocation des ressources d'investissement publiques et privées existantes, pour passer des investissements dégageant une faible «durabilité» des bénéficiaires à des investissements à durabilité plus élevée. Les activités de recherche-développement agricole, par exemple, ont systématiquement apporté d'importants avantages en ce qui concerne la réduction de la pauvreté et la croissance agricole, et sont fondamentales pour soutenir l'adoption de démarches durables dans l'agriculture (FAO, 2012g). Le paiement pour la fourniture de biens publics environnementaux tels que la conservation de la biodiversité, l'atténuation des effets du changement climatique ou la protection des cours d'eau, représente une autre source de financement capable d'acheminer davantage de fonds privés vers le développement durable. Les investissements du secteur public pour produire l'information nécessaire et renforcer les institutions peuvent apporter des avantages importants sous forme de flux de financement supplémentaires pouvant être exploités par le secteur agricole lors du passage à des méthodes plus durables de production (Lipper et Neves, 2011; FAO, 2007). L'établissement de liens entre le financement de la lutte contre les changements climatiques et les projets d'investissement dans le domaine de l'agriculture durable permettra vraisemblablement de disposer d'une nouvelle source de financement supplémentaire, comme expliqué plus loin.

Réduire les arbitrages politiques et accroître les ressources d'investissement

La réduction des arbitrages et l'accroissement des ressources financières sont particulièrement importants dans le cas du changement climatique – un des plus grands défis environnementaux rencontrés par l'agriculture durable et la sécurité alimentaire au XXI^e siècle. Les prévisions indiquent que, vers la moitié du siècle, les températures saisonnières croissantes des régions tropicales et sous-tropicales seront beaucoup plus chaudes

Relier les financements climatiques et agricoles pour une agriculture durable

La transition vers une agriculture durable et intelligente face au climat exige d'effectuer des investissements plus importants par rapport à une stratégie de croissance conventionnelle, qui engageront des niveaux élevés d'investissement dans les capitaux humains, sociaux et naturels. Les nouvelles formes de financement climatique proposent des sources supplémentaires de financement pour les investissements en faveur d'une agriculture intelligente face au climat (FAO, 2010b). Lors de la 16^{ème} Conférence des parties à la CCNUCC, à Copenhague, 30 milliards d'USD ont été réservés à des financements climatiques accélérés afin d'appuyer l'adaptation et l'atténuation dans les pays en développement. Les parties se sont également engagées à créer un Fonds vert pour le climat qui devrait atteindre 100 milliards d'USD par an en 2020. La manière dont ces fonds seront dépensés est encore débattue, ainsi que les dispositifs institutionnels visant l'instauration des mécanismes de financement. Étant donné que le secteur agricole est crucial pour l'adaptation et l'atténuation, il est important de garantir l'accessibilité des financements climatiques. Une étape essentielle est de constituer un corpus de données probantes sur les avantages que l'adaptation et l'atténuation apportent grâce à l'adoption de pratiques agricoles durables et intelligentes sur le plan climatique. Une deuxième étape est d'établir des mécanismes appliquant de faibles coûts de transaction afin d'acheminer les financements vers les petits producteurs agricoles (FAO, 2010b).

que toutes celles jamais observées (Battisti et Naylor, 2009). Dans de nombreuses régions du monde où la productivité agricole et la résilience sont déjà faibles, les changements climatiques sont susceptibles de réduire encore davantage la productivité et de rendre la production plus irrégulière (Foresight, 2011). En même temps, le secteur agricole est un des principaux responsables des émissions de gaz à effet de serre. En se tenant au schéma actuel de croissance agricole, il faudra s'attendre à une augmentation considérable des émissions provenant de ce secteur (Smith *et al.*, 2008). Les systèmes agricoles doivent changer pour s'adapter aux conditions climatiques en évolution et pour réduire les émissions en tenant compte du plus grand défi qui est de changer pour soutenir la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté à travers le développement agricole durable. La mise en place de cadres politiques et de financements novateurs est donc nécessaire pour relever ce défi et rendre l'agriculture «intelligente face au climat».

De nombreux pays en développement ont formulé des politiques ou des stratégies nationales en matière de changement climatique, dont également des programmes d'action nationaux d'adaptation dans les pays les moins avancés; et l'élaboration de mesures d'atténuation et de programmes d'adaptation appropriés à l'échelle nationale est en cours d'examen. En général l'agriculture joue un rôle prépondérant dans ces stratégies, et les activités prévues sont parfois analogues ou complémentaires à la planification du développement agricole, bien que des conflits puissent survenir (Meridian Institute, 2011). Les stratégies agricoles intelligentes face au climat qui visent à améliorer la coordination sont importantes pour créer des synergies et éviter les coûts de mesures politiques conflictuelles ou d'effets pervers.

L'agriculture intelligente face au climat repose sur des pratiques et des méthodes de développement agricole durables, telles que l'intensification durable des cultures, le développement durable de l'élevage, et la gestion durable des terres, de l'eau, de la pêche et des forêts. Cette stratégie vise à renforcer la résilience des moyens de subsistance en tenant compte de la possibilité de gérer les écosystèmes à l'échelle du paysage, pour qu'ils

soient plus résilients, ainsi que de l'importance des secteurs non agricoles pour assurer la sécurité alimentaire dans des conditions environnementales et des conditions de marché instables (FAO, 2012f). Le développement et la dissémination des variétés, des espèces, et des races de cultures, d'arbres, d'animaux et de poissons afin d'appuyer des hausses stables et durables des rendements de la production agricole dans le cadre du changement climatique est un défi central, de même que l'instauration d'institutions facilitant l'accès aux nombreuses ressources génétiques requises pour l'adaptation (FAO, 2010b).

La mise en place d'une agriculture intelligente face au climat impose de réunir des données probantes spécifiques à un lieu sur les possibles avantages procurés par une gamme de solutions d'agriculture durable en matière de sécurité alimentaire, d'adaptation et d'atténuation, ainsi que les coûts afférents. Ces données probantes sont clairement nécessaires pour hiérarchiser les interventions, mais elles peuvent également servir de fondement pour obtenir les financements climatiques et d'autres formes de financements environnementaux.

3 La transition vers un avenir durable impose une modification fondamentale des modes de gouvernance de l'alimentation et de l'agriculture, ainsi qu'une répartition équitable des coûts et des avantages qui en découlent

Depuis le premier sommet de Rio, nous en savons beaucoup plus sur la nature des défis auxquels nous faisons face et sur la manière de les relever. Par contre, nous n'avons pas su reconnaître et traiter les problèmes de gouvernance devant être surmontés afin de prendre les mesures nécessaires pour parvenir aux objectifs convenus.

En fin de compte, l'élimination définitive de la faim comme le passage à des modes de consommation et de production plus durables dépendent des choix de milliers de personnes – producteurs et consommateurs. À cet effet, il est indispensable de mettre en place les conditions et les incitations pouvant faciliter des prises de décisions appropriées, dont également des mécanismes d'identification et de gestion des éventuels arbitrages résultant de la poursuite de ces multiples objectifs. Il faudra, pour cela, créer des systèmes de gouvernance justes et efficaces – qui soient transparents, participatifs, axés sur les résultats et qui rendent des comptes – au niveau mondial, régional, national et sous-national.

L'élimination définitive de la faim et l'établissement de systèmes agricoles et alimentaires durables sont deux facteurs interdépendants. Pour les traiter, il faut aller au-delà d'un ensemble unique de politiques sectorielles ou d'une mise en oeuvre à échelle unique. Cela requiert la participation d'un ensemble plus vaste d'acteurs comprenant les gouvernements, les organismes internationaux, la société civile et le secteur privé. Le débat entre les parties prenantes doit se fonder sur des données solides, des analyses indépendantes et l'appréciation des éléments probants fournis par diverses sources.

Nous pouvons puiser dans de nombreuses expériences positives pour déterminer les principes qui sous-tendent une bonne gouvernance. L'importance des différentes directives volontaires présentées plus bas est double: sur le plan du contenu, d'un côté, et sur le plan du processus de concertation par le biais de consultations ouvertes pluriacteurs, de l'autre. Les ***Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale*** adoptées par le Conseil de la FAO en 2004, sont un instrument pratique, fondé sur les droits de l'homme, pour assurer la concrétisation du droit à une alimentation adéquate. Elles tiennent compte d'un ensemble de principes qui sous-tendent une bonne gouvernance, à savoir: l'égalité et la non-discrimination, la participation et l'inclusivité, la transparence, la responsabilisation et la primauté du droit, ainsi que le principe selon lequel tous les droits de l'homme sont universels, indivisibles, interdépendants et étroitement liés.

Les négociations concernant les directives à l'appui du droit à l'alimentation, qui se sont déroulées entre 2002 et 2004, ont bénéficié des compétences, des expériences pratiques et des connaissances techniques des organisations de la société civile, dont celles du secteur privé, qui ont participé activement au processus et qui jouent aujourd'hui un rôle important dans le cadre de l'exécution des directives. Cette expérience positive de participation pluriacteurs a impulsé d'autres négociations et permis de reconnaître le rôle crucial des organisations de la société civile dans le cadre du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) réformé.

Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale

Les Directives volontaires sont le premier instrument mondial complet sur les régimes fonciers et leur administration à avoir été élaboré par le biais de négociations intergouvernementales. Elles énoncent des principes et des normes internationalement reconnues sur l'utilisation et le contrôle des terres, des pêches et des forêts. Elles inscrivent la gouvernance foncière dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale et visent à faciliter la réalisation progressive des droits à une alimentation adéquate, à l'élimination de la pauvreté, à la protection de l'environnement et au développement social et économique durable. Les directives portent sur un vaste éventail de thèmes, dont la promotion de l'égalité des droits des femmes à obtenir des titres fonciers, la création de systèmes de registres transparents accessibles aux populations rurales pauvres, et la reconnaissance et protection des droits informels, traditionnels à la terre, aux forêts et aux pêches.

Mises au point ces trois dernières années dans le cadre d'un processus de consultation ouvert de grande envergure, les directives s'inscrivent dans le contexte de la compétition accrue pour la terre et les autres ressources naturelles motivée par divers facteurs, comme la demande accrue de nourriture et d'énergie, et les acquisitions à grande échelle de terres agricoles dans le monde en développement tant par les investisseurs étrangers que nationaux.

Les directives définitives ont été adoptées suite à trois cycles de négociations intergouvernementales engageant 98 pays (plus l'Union européenne en tant qu'organisation membre de la FAO), des ONG, des organisations de la société civile, des organismes des Nations Unies et autres organisations internationales, associations d'agriculteurs, et représentants du secteur privé. Le CSA les a approuvées lors de sa 38^{ème} session spéciale, le 11 mai 2012.

Un exemple plus récent de convergence pluriacteurs quant aux questions de gouvernance mondiale relatives à la sécurité alimentaire et à l'agriculture a été l'approbation des **Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale**. Ces directives ont pour objet d'aider les gouvernements, la société civile et le secteur privé à améliorer la gouvernance des régimes fonciers en favorisant ainsi la réduction de la faim et de la pauvreté, l'autonomisation des populations pauvres et vulnérables, l'amélioration de l'environnement, le développement économique local et national, et enfin, la réforme de l'administration publique (FAO, 2012h).

Des mécanismes de gouvernance pluriacteurs améliorés sont également indispensables pour la gestion durable des écosystèmes partagés et des ressources vivantes, comme les pêches en haute mer, ainsi qu'illustré par le processus qui a porté à l'élaboration du **Code de conduite pour une pêche responsable**. Le Code de conduite est un recueil de principes, d'objectifs et d'éléments d'action propres à garantir des pêches durables pour le futur. Il souligne que les pays et tous ceux qui s'occupent de pêche ou d'aquaculture doivent travailler de concert pour conserver et gérer les ressources halieutiques et leurs habitats. Le Code a été élaboré en 1995 avec la collaboration de la FAO, des organisations intergouvernementales, des industries halieutiques et des organisations non gouvernementales. Les

directives sont volontaires, et mises en œuvre par les gouvernements grâce à l'appui technique de la FAO et d'autres intervenants.

Une évolution importante sur le plan des nouveaux modes de gouvernance a été la réforme du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA). La réforme du CSA fait du Comité une plateforme ouverte à un groupe plus large de parties prenantes œuvrant ensemble de manière coordonnée. Des plateformes pluriacteurs et d'autres alliances analogues peuvent être envisagées aux niveaux régional et national, en les fondant sur les mêmes principes, à savoir l'inclusivité des parties prenantes, l'appropriation par les pays, et la souplesse de mise en œuvre, afin de mieux répondre à l'évolution des situations régionales et nationales.

Des mécanismes de gouvernance ouverts et fondés sur des éléments concrets sont indispensables pour aborder les problèmes énoncés précédemment, ainsi que les choix difficiles qu'ils supposent pour trouver l'équilibre optimal entre les objectifs à long terme et les objectifs à court terme, entre les besoins locaux, nationaux, régionaux et mondiaux, et entre les intérêts publics et privés et les responsabilités sociales. Ils peuvent fournir un appui technique et politique et des systèmes de responsabilisation qui aboutiront à des résultats sur le terrain. Ils sont également nécessaires en vue de mettre en place des politiques et des institutions pouvant offrir les incitations et les capacités requises pour éliminer définitivement la faim, et instaurer des systèmes de consommation et de production durables.

La réforme du CSA: un nouveau modèle pour améliorer la gouvernance de la sécurité alimentaire au niveau mondial

En 2009, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) a été réformé pour en faire la première plateforme internationale et intergouvernementale traitant de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Les rôles du CSA sont les suivants: renforcer la gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire; favoriser une plus grande convergence des politiques et une coordination au niveau mondial, régional et national; promouvoir l'obligation de rendre des comptes; partager les bonnes pratiques; et appuyer les processus impulsés par les pays. Le CSA sert de plateforme de discussion et de coordination; il favorise une meilleure convergence des politiques par la mise au point, notamment, de stratégies internationales et de directives volontaires sur la sécurité alimentaire et la nutrition, sur la base des meilleures pratiques et des enseignements tirés des pays qui ont accompli des progrès dans la lutte contre la faim.

Le nouveau CSA est ouvert aux participants des pays membres, de la société civile et des organisations non gouvernementales et, en particulier, les organisations représentant les petits agriculteurs, les artisans pêcheurs, les éleveurs, les paysans sans terre, les citadins pauvres, les travailleurs du secteur agroalimentaire et agricole, les femmes, les jeunes, les consommateurs, et les populations autochtones. Le CSA est également ouvert aux représentants des organismes du système des Nations Unies, des institutions financières internationales, des institutions internationales de recherche en agriculture, des associations philanthropiques et du secteur privé. Un élément essentiel de la réforme a été la création du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE, de son sigle en anglais), un organe scientifique consultatif du CSA, qui fournit une analyse scientifique et fondée sur des données concrètes, et qui émet des avis sur des questions importantes pour permettre des débats politiques plus éclairés.

Domaines d'action politique prioritaires

Parmi les principaux domaines d'action politique visant la création des incitations et des capacités requises pour éliminer définitivement la faim et passer à des systèmes agricoles et alimentaires durables figurent: la définition et la protection des droits aux ressources, en accordant une attention particulière aux populations les plus vulnérables; l'inclusion dans les systèmes alimentaires de mesures d'incitation à la consommation et à la production durables; la promotion de marchés agricoles et alimentaires plus équitables et efficaces; la réduction des risques et le renforcement de la résilience des populations les plus vulnérables; et l'investissement des ressources publiques dans des biens publics essentiels, dont l'innovation et les infrastructures, pour créer un environnement propice.

Définir et protéger les droits aux ressources, en accordant une attention particulière aux populations les plus vulnérables

L'accès aux ressources naturelles – comme la terre, l'eau, les forêts ou les ressources alimentaires naturelles – est capital pour les 2,5 milliards de personnes qui produisent des denrées alimentaires pour leur propre consommation et comme source de revenus. Il existe encore, dans de nombreux endroits du monde, des accords fonciers inégaux et faibles qui peuvent mener à l'expropriation, au déplacement et à l'expulsion lorsque des investisseurs puissants – d'origine locale, nationale ou étrangère – revendiquent des droits (HLPE, 2011). Ceci est notamment le cas pour les femmes et les populations autochtones. Des interventions au niveau des politiques peuvent contribuer à combler le fossé entre les hommes et les femmes dans l'agriculture et sur les marchés du travail ruraux, lorsqu'elles privilégient : *l'élimination des discriminations contre les femmes en matière d'accès aux ressources agricoles, à l'instruction, aux services de vulgarisation et de financement, et aux marchés du travail; l'investissement dans des technologies et infrastructures réduisant le travail et augmentant la productivité pour donner aux femmes le temps de mener des activités plus productives; la participation des femmes à des marchés du travail ruraux souples, efficaces et équitables.* Alors que la compétition mondiale pour les ressources naturelles s'accroît, les asymétries de pouvoir peuvent conduire les groupes les plus vulnérables à perdre l'accès aux ressources naturelles.

Ainsi, des droits clairs sur la terre s'imposent afin de promouvoir l'accès équitable aux ressources et leur gestion durable. Le régime foncier fait référence à la relation que les populations entretiennent avec les terres et les autres ressources naturelles. Les règles des régimes fonciers déterminent qui peut utiliser quelles ressources de la terre, pour combien de temps, et sous quelles conditions. Le régime foncier exerce une influence importante sur le développement durable. Lorsque les populations pauvres et vulnérables disposent de droits limités et précaires sur la terre et les autres ressources naturelles, il leur est difficile de se libérer de la faim et de la pauvreté. À l'inverse, des droits sécurisés et équitables peuvent appuyer le développement social et économique, et favoriser la durabilité de l'environnement. Une mauvaise gouvernance peut se rencontrer aussi bien dans le cadre de l'administration foncière étatique que dans les systèmes coutumiers, et constitue souvent la cause de nombreux problèmes fonciers. Les populations pauvres sont plus vulnérables aux effets d'une mauvaise gouvernance car elles ne sont pas en mesure de protéger leurs droits à la terre et aux autres ressources naturelles.

Dans ce contexte, il est important que les pays et leurs partenaires au développement fassent recours, s'il y a lieu, aux **Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale** dans l'élaboration de leurs stratégies et

politiques de sécurité alimentaire. Elles serviront de référence aux administrations nationales dans l'élaboration des lois et des politiques sur les droits d'accès et de propriété relatifs aux ressources foncières, halieutiques et forestières. Les directives ont également pour but de fournir aux investisseurs et aux planificateurs des indications claires sur les meilleures pratiques, et de doter les groupes de défense des droits fonciers des communautés rurales de critères utiles pour leur travail.

Initiatives mondiales en faveur de l'univers bleu et de la sécurité alimentaire

Les écosystèmes marins de la planète – l'univers bleu – procurent nourriture, abri et moyens de subsistance vitaux à des centaines de millions de personnes. La pêche maritime et continentale ainsi que l'aquaculture, le secteur qui croît le plus rapidement, constituent les meilleures solutions pour l'humanité d'offrir à une population croissante des aliments très nutritifs ayant de faibles impacts écologiques. Pourtant, les impacts des activités humaines causent de plus en plus de dégâts sur la santé et la productivité des océans de la planète. Et cela met en danger la production alimentaire des océans et, de ce fait, les moyens de subsistance de ceux qui dépendent des pêches et de l'aquaculture.

La FAO collabore à des initiatives en faveur d'une utilisation et gestion durable des ressources marines avec un grand nombre de partenaires dont les gouvernements, les organismes de l'ONU, la Banque mondiale, le secteur privé et les organisations de la société civile. Une des interventions prioritaires concerne l'élaboration et la mise en œuvre de directives internationales pour garantir une pêche artisanale durable qui appuie les moyens de subsistance des artisans pêcheurs.

Intégrer des incitations à la consommation et à la production durables dans les systèmes alimentaires

Si les consommateurs et les producteurs individuels doivent tenir compte des valeurs des ressources naturelles et de l'environnement en prenant des décisions, alors ces valeurs doivent être intégrées dans les programmes, les institutions, les technologies et les chaînes de valeurs. Des mesures incitatives peuvent être établies au moyen de nombreux instruments comme: les réglementations en matière de pollution agricole, le développement de politiques d'approvisionnement en intrants, de vulgarisation et de crédit en faveur des pratiques de production durable, les paiements directs pour services environnementaux, l'information aux consommateurs, et l'étiquetage intelligent. Une des mesures les plus importante en faveur des systèmes alimentaires durables est la mise à disposition à long terme de financements pour effectuer la transition. La Conférence de Rio+20 offre l'occasion d'identifier les potentialités et les lacunes des mécanismes de financements en vigueur, d'explorer les possibilités offertes par les stratégies novatrices de mettre en relation les sources de financement en matière d'environnement et en matière d'agriculture, ainsi que les partenariats publics et privés.

L'adoption de politiques promouvant l'utilisation efficace des intrants agricoles est un moyen important d'améliorer les mesures d'incitations à la gestion durable, aussi bien dans les pays industrialisés que dans les pays en développement, où les subventions sur ces intrants sont souvent considérées une composante clé des stratégies de développement agricole et de sécurité alimentaire. Les incitations à l'utilisation durable d'intrants devrait être associées à des programmes de vulgarisation et d'autres programmes, comme les écoles pratiques d'agriculture, afin d'améliorer l'utilisation efficace des intrants. La cohérence des incitations peut être un puissant moyen d'améliorer

la gestion des ressources naturelles comme les stocks de poissons sauvages. La part des bénéfices économiques potentiels nets procurés par une meilleure gouvernance et gestion de la pêche en mer a été estimée à 50 milliards d'USD par an (Banque mondiale et FAO, 2009).

Des interventions portant sur l'éducation nutritionnelle, l'information aux consommateurs, l'abolition de subventions perverses, la taxation différenciée, la modification des normes sanitaires, et l'étiquetage informatif peuvent contribuer à sensibiliser les consommateurs et à renforcer leur capacité à évoluer vers des régimes ou des habitudes durables. Les directives volontaires en matière de durabilité peuvent jouer un rôle essentiel dans l'amélioration de la consommation durable en tant que moteur de la production durable. Pour qu'elles soient mises en œuvre, il faudra élaborer des outils d'évaluation de la durabilité, de la transparence, et de la comparabilité des méthodes de communication de l'information.

Promouvoir des marchés agricoles et alimentaires plus efficaces et équitables

L'instauration de marchés agricoles et alimentaires plus efficaces peut inciter les producteurs et les consommateurs à évoluer vers des modes de consommation et de production plus durables. Au niveau mondial, de nombreuses préoccupations ont été exprimées à propos de ces marchés – notamment dans le cas des marchés alimentaires qui ont été caractérisés par des prix élevés et plus incertains. De nombreux pays en développement ont considérablement libéralisé leurs tarifs douaniers sur les produits agricoles et réduit les mesures de soutien internes accordées aux agriculteurs, tandis que de nombreux pays développés ont maintenu des niveaux importants d'appui interne aux agriculteurs.

Des modifications majeures doivent être apportées au système commercial international pour parvenir à un système plus équitable et efficace. À l'heure où la hausse et la volatilité des prix sont aggravées par les restrictions sur les exportations, il faut mettre les négociations commerciales à l'ordre du jour, avec une attention particulière pour la sauvegarde des besoins des pays importateurs de produits alimentaires et souffrant d'insécurité alimentaire, en attribuant une marge de manœuvre plus amples aux pays moins développés pour permettre aux politiques nationales de répondre à leurs besoins de sécurité alimentaire (HLPE, 2011).

Le renforcement des liens entre les marchés alimentaires et les marchés énergétiques augmente la probabilité de transmettre les chocs d'un secteur à l'autre; il convient donc de veiller à la formulation des politiques agricoles et énergétiques pour éviter d'exacerber la volatilité des prix des matières premières. Du côté de la production, les stratégies d'intensification durable et de limitation du gaspillage constituent des mesures fondamentales pour réduire la dépendance de l'agriculture aux intrants à haute intensité énergétique. Du côté de la demande, des mesures comme la suppression des subventions ou des obligations plus souples sur les biocarburants ont été proposées pour réduire la pression des biocarburants sur les marchés alimentaires, y compris la suppression des politiques subventionnant ou mandatant la production ou la consommation de biocarburants – et notamment les pressions exercées par les biocarburants de première génération sur les cultures vivrières. L'ouverture des marchés internationaux pour les matières premières et les productions d'énergies renouvelables, pour que la production puisse avoir lieu là où il est économiquement, écologiquement et socialement viable de le faire, contribuerait également à élargir le marché et à réduire la volatilité des prix. En même temps, des efforts doivent être faits pour stimuler la recherche scientifique sur la seconde génération de biocarburants qui entreraient moins en concurrence avec les produits vivriers (FAO *et al.*, 2011).

Le développement des marchés agro-alimentaires au niveau national est tout aussi important pour assurer la durabilité et éliminer définitivement la faim. L'amélioration des infrastructures des marchés domestiques, et la création de chaînes de valeurs accessibles aux petits producteurs à faible revenu, augmenteront les revenus de l'agriculture et faciliteront l'accès à la nourriture.

Un environnement juridique et institutionnel qui favorise et soutienne la coopération entre petits agriculteurs familiaux est indispensable pour leur permettre de mieux profiter des économies d'échelle et des activités en amont et en aval, comme l'achat et le traitement des intrants, le transport et la vente des productions. Les pays en développement devraient également être accompagnés dans la mise en place de bourses de marchandises locales bien réglementées, comprenant en outre des marchés des produits dérivés et des contrats à terme (Tangerman, 2011; FAO *et al.*, 2011).

Réduire les risques et renforcer la résilience des populations les plus vulnérables

Comme indiqué précédemment, le fonctionnement des marchés alimentaires de nombreux pays en développement n'est pas optimal en raison des mauvaises infrastructures, de la faiblesse des institutions et de l'absence de réglementations adéquates. C'est pour cela qu'améliorer le fonctionnement des marchés intérieurs lissera la variabilité, en simplifiant le transfert géographique des excédents alimentaires et la gestion des fluctuations de prix dans le temps. L'amélioration de l'information et de la transparence sur les approvisionnements, la demande et les stocks est une mesure importante pour réduire l'instabilité des marchés. Le Système d'information sur les marchés agricoles (SIMA), établi en 2011 suite

Système d'information sur les marchés agricoles (SIMA)

La rapide envolée et la forte fluctuation des prix alimentaires mondiaux en 2006-2008, qui a amené à une crise alimentaire touchant des millions de personnes dans le monde, et la nouvelle envolée des prix en 2010, ont attiré l'attention de la communauté internationale sur la fragilité des systèmes d'information sur les marchés agricoles. Cette fragilité réside notamment dans le manque d'informations fiables et à jour sur l'offre et la demande de produits agricoles, sur les stocks et sur les disponibilités à l'exportation dans les divers pays et régions. Les faits ont montré qu'au niveau mondial il n'existe aucun mécanisme efficace et crédible permettant de recenser les pénuries alimentaires graves, d'où la difficulté d'établir des liens entre les informations disponibles, des conditions de marché anormales et une action coordonnée des pouvoirs publics.

À la réunion de juin 2011, les Ministres du G20 en charge de l'agriculture ont adopté la création du Système d'information sur les marchés agricoles (SIMA). Il s'agit d'une plateforme de coopération qui héberge un système d'information mondial ouvert sur les marchés agricoles qui collecte et analyse les informations concernant la situation actuelle et future des marchés et les politiques alimentaires. Sa fonction principale est de prévoir les perspectives à court terme des marchés sur le blé, le maïs, le riz et le soja, ce qui permettra de réduire la volatilité, de même que la fréquence et l'ampleur des flambées de prix provoquées par la panique en favorisant la transparence, l'analyse des informations et l'efficacité des marchés mondiaux de produits de base. Le système SIMA est géré par un secrétariat mixte accueilli au siège de la FAO et constitué de neuf organisations internationales.

à la flambée des prix des denrées alimentaires sur les marchés internationaux, fait appel à un nombre d'organismes internationaux et intergouvernementaux pour recueillir, analyser et diffuser l'information sur la situation alimentaire ainsi que les perspectives sur les marchés des majeurs pays producteurs et consommateurs.

Malgré la mise en place de mesures pour réduire la fluctuation des prix sur les marchés, les petits agriculteurs restent encore exposés aux chocs des marchés et de l'environnement. Aussi, réduire la vulnérabilité et augmenter la résilience des moyens de subsistance et des systèmes alimentaires est de plus en plus important dans des contextes de situation d'urgence et de développement. Les fragilités et les risques auxquels ces agriculteurs sont exposés varient énormément entre et au sein des différents pays, et les mesures de réaction doivent donc être ajustées en conséquence.

Le Sahel et la Corne de l'Afrique: éliminer la faim en adoptant des approches durables pour le renforcement de la résilience des populations vulnérables

La Corne de l'Afrique et le Sahel sont les deux points chauds mondiaux en matière d'insécurité alimentaire et de malnutrition, avec une population totale de presque 300 millions d'habitants vivant pour la plupart avec moins d'1 USD par jour. Les pays de la Corne de l'Afrique et du Sahel sont largement tributaires de l'agriculture, avec un secteur de l'élevage contribuant jusqu'à hauteur de 20 pour cent à leur économie, et un environnement très fragile et exposé à la sécheresse. Les situations de conflit et d'instabilité politique sont également les grandes caractéristiques de ces régions. Sur le plan de la sécurité alimentaire, le premier défi est de répondre aux besoins immédiats des populations vulnérables et des communautés marginalisées, tout en stimulant la capacité productive durable et les opportunités de subsistance à plus long terme pour renforcer leur résilience aux chocs.

Dans la Corne de l'Afrique, des stratégies extrêmement durables à faible apport d'intrants ont été identifiées, y compris l'agriculture intelligente face au climat, les pratiques de gestion des ressources en terre et en eau, les systèmes communautaires de multiplication et de distribution des semences, et l'accès aux cultures xérophiles polyvalentes, aux écoles pratiques d'agropastoralisme et aux agents de santé vétérinaire dans les collectivités. Ces stratégies reposent sur le considérable potentiel inexploité des ressources naturelles des régions concernées (terres, eau, forêts, biodiversité), de même que sur les connaissances locales des systèmes de production par les petits agriculteurs et les pasteurs. Des innovations très prometteuses ont été développées dans le domaine des systèmes d'information numérique pour un meilleur contrôle des maladies animales et des pratiques d'intégration cultures-élevage.

Au Sahel, les partenaires au développement ont entrepris d'encourager la mise en place de systèmes agro-sylvo-pastoraux associant la gestion des ressources pastorales aux techniques d'élevage. Ceux-ci sont fondés sur des systèmes écologiques riches en biodiversité générant de nombreux produits et des pratiques de gestion de l'eau plus efficaces, comprenant l'extension de la collecte d'eau de pluie, la création de réserves d'eau pour faire face à la sécheresse, et des méthodes optimales d'irrigation comme l'irrigation au goutte-à-goutte ou par sillons. D'autres pratiques incluent la gestion améliorée après récolte (stockage, séchage, transformation), la création de réserves stratégiques de fourrages, la conservation de fourrage, et des mesures vaccinales pour réduire ou éviter la propagation des maladies animales

Il faudra engager des mesures de protection *ex-ante*, de même qu'améliorer l'efficacité des mesures d'adaptation *ex-post*. Les premières sont destinées à accroître la résilience écologique des systèmes de production agricole pour leur permettre de résister aux chocs environnementaux, à élargir les programmes de protection, à offrir des mécanismes d'assurance indexés, et à faciliter l'accès des producteurs aux informations sur le temps et le climat. En raison des coûts élevés que les catastrophes imposent à la sécurité alimentaire, il est vital d'intégrer la réduction des risques et l'adaptation dans les politiques nationales de développement et l'investissement public, en particulier dans les politiques et les investissements liés au développement rural, au développement agricole et à la sécurité alimentaire. Cela comprend des programmes de protection sociale et des mesures pour combler l'écart entre la réponse humanitaire et l'aide au développement.

Investir les ressources publiques dans des biens publics essentiels, dont l'innovation et les infrastructures

Les investissements publics en faveur de l'agriculture doivent être augmentés de manière considérable et redirigés vers la fourniture de biens publics essentiels, comme l'innovation et les infrastructures, ainsi que vers la création d'un environnement propice à l'investissement privé dans ce secteur. En général, les investissements en matière de biens et de services publics agricoles demeurent insuffisants, notamment en ce qui concerne les biens et les services importants pour les petits producteurs (SOFA, 2012g). Les investissements demeurent aussi insuffisants dans le domaine de la gestion communautaire ou de la co-gestion des ressources collectives (ressources halieutiques, forestières, et aquatiques). Un plus grand investissement public dans le domaine du renforcement des capacités communautaires et des infrastructures sociales s'avère indispensable pour passer à des modes d'utilisation durable des ressources naturelles et améliorer les moyens de subsistance de millions d'artisans pêcheurs, de pasteurs, d'habitants des forêts et d'agriculteurs. Il faut destiner davantage de fonds publics à la recherche et à la diffusion de technologies de production et de manipulation durables des aliments, ainsi qu'à la création d'infrastructures physiques et institutionnelles pour stimuler les investissements privés appropriés.

Par ailleurs, les investissements publics ciblés sur les biens publics et les institutions doivent également servir de base aux investissements privés pour mettre en place une agriculture durable. En effet, les investissements publics peuvent mobiliser des flux de financement privés plus vastes le long des chaînes de valeurs en créant un environnement propice à l'investissement et en éliminant les obstacles à la transition vers des systèmes durables. L'investissement public devrait également apporter son appui au développement de la recherche, de l'innovation et de la technologie, de la gestion et diffusion des connaissances, ainsi que d'institutions axées sur le marché. Les investissements dans les innovations et les technologies agricoles, bénéficiant aux petits producteurs et surtout aux femmes, sont prioritaires pour mettre en place une croissance agricole durable et réduire la pauvreté dans ces groupes. Les technologies pour accroître la résilience, comme des variétés culturales résistantes à la sécheresse et à la chaleur, sont incontestablement importantes dans un contexte d'adaptation aux changements climatiques et de gestion des risques climatiques.

Des investissements publics et privés importants dans la recherche et le développement s'imposent aujourd'hui pour développer et diffuser les technologies et les informations dont les producteurs ont besoin pour accroître leurs recettes grâce à des systèmes d'amélioration de l'efficacité et de réduction du gaspillage et de la pollution. Un autre défi important est celui d'atteindre les petits agriculteurs dans les pays où les services de vulgarisation ont été considérablement réduits ou éliminés en raison du manque d'investissements publics en matière d'agriculture ou d'une réforme des institutions collectives.



S'engager à agir

La lutte contre la faim et l'amélioration de l'alimentation humaine, la création de systèmes de consommation et de production alimentaires durables, et la promotion d'une gouvernance plus ouverte et efficace des systèmes agricoles et alimentaires sont au cœur de la vision de Rio+20 d'un monde dans lequel à la fois les personnes et les écosystèmes sont en meilleure santé. Pour réaliser ce dessein, la FAO invite les participants à Rio+20 à prendre les six engagements suivants :

1. Accélérer le rythme de réduction de la faim et de la malnutrition afin qu'elles soient éradiquées dans un avenir relativement proche.
2. Faire usage des *Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale* et des *Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale* comme cadres prioritaires pour parvenir à la sécurité alimentaire et à un développement durable équitable.
3. Appuyer les efforts de toutes les parties prenantes oeuvrant dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture, surtout dans les pays en développement et les pays les moins développés, pour mettre en œuvre des approches techniques et politiques de développement agricole intégrant les objectifs de sécurité alimentaire et de protection de l'environnement.
4. Assurer une répartition équitable des coûts et des avantages de la transition vers une consommation et une production agricole durables, et veiller à ce que les moyens de subsistance des populations et leur accès aux ressources soient protégés.
5. Adopter des approches intégrées afin de gérer les objectifs multiples et faire le lien entre les sources de financement pour parvenir à des systèmes agricoles et alimentaires durables.
6. Mettre en œuvre des réformes de la gouvernance fondées sur les principes de la transparence, de la participation, et de la responsabilisation en vue de garantir l'exécution des politiques et le respect des engagements. Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) pourra servir de modèle pour cela.

Au niveau le plus fondamental, la possibilité de vivre une vie saine et productive dépend de la sécurité alimentaire. Sans sécurité alimentaire, il ne peut y avoir de développement durable. Les conditions nécessaires pour assurer la sécurité alimentaire et la nutrition universelles, la gestion responsable de l'environnement et une plus grande équité dans la gestion de denrées alimentaires se rencontrent dans les systèmes agricoles et alimentaires au niveau mondial, national et local. Face à une population mondiale de 9 milliards d'habitants en 2050, et face aux pressions croissantes exercées sur les systèmes agricoles et alimentaires du monde, nous ne pouvons plus ignorer les interdépendances entre faim, malnutrition, ressources naturelles et environnement. Nous devons reconnaître que les millions de personnes qui gèrent les systèmes agricoles – depuis les producteurs les plus pauvres aux plus commerciaux – constituent le plus grand

groupe de gestionnaires de ressources naturelles au monde. Leurs décisions, ainsi que celles de 7 milliards de consommateurs du monde, sont déterminantes pour la sécurité alimentaire mondiale et la santé des écosystèmes de la planète. Le défi, pour les participants à Rio+20 et au-delà, est de faciliter la prise de meilleures décisions en mettant en place une gouvernance plus ouverte et efficace des systèmes agricoles et alimentaires.

Bibliographie

- Alexandratos, N. & Bruinsma, J.** 2012 (à venir). *World agriculture towards 2030/50: the 2012 revision*. Document de travail ESA. Rome, FAO.
- Banque mondiale.** 2008. *Rapport sur le développement dans le monde. L'Agriculture au service du développement*. Washington, DC.
- Banque mondiale et FAO.** 2009. *Les milliards engloutis: la justification économique pour une réforme des pêches*. Washington, DC, Banque mondiale.
- Battisti, D. & Naylor, R.** 2009. Historical warnings of future food insecurity with unprecedented seasonal heat. *Science*, 323(5911): 240–244.
- Berhane, G., Hoddinott, J., Kumar, N. & Taffesse, A.S.** 2011. *The impact of Ethiopia's Productive Safety Nets and Household Asset Building Programme: 2006-2010*. Washington DC, IFPRI.
- Cavatassi, R., Gonzalez, M., Winters, P.C., Andrade-Piedra, J., Thiele, G. & Espinosa, P.** 2009. *Linking smallholders to the new agricultural economy: an evaluation of the Plataformas Program in Ecuador*. Document de travail de l'ESA No. 09-06. FAO (disponible en anglais à l'adresse <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/011/ak231e/ak231e00.pdf>).
- FAO.** 1996. Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/DOCREP/003/W3613F/W3613F00.HTM>).
- FAO.** 2007. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2007: Payer les agriculteurs pour les services environnementaux*. Rome.
- FAO.** 2010a. Développement de l'aquaculture. 4. Une approche écosystémique de l'aquaculture. *Directives techniques pour une pêche responsable*. No. 5, Suppl. 4. Rome, FAO. (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/docrep/014/i1750f/i1750f.pdf>)
- FAO.** 2010b. *Pour une agriculture intelligente face au climat: politiques, pratiques et financements en matière de sécurité alimentaire, d'atténuation et d'adaptation*. Rome (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/docrep/014/i1881f/i1881f00.pdf>)
- FAO.** 2011a. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2010–11: Le rôle des femmes dans l'agriculture - Combler le fossé entre les hommes et les femmes, pour soutenir le développement*. Rome.
- FAO.** 2011b. *Global food losses and food waste, extent, causes and prevention*, par J. Gustavsson, C. Cederberg, U. Sonesson (Swedish Institute for Food and Biotechnology), R. van Otterdijk et A. Meybeck, FAO. Rome.
- FAO.** 2011c. *Energy-smart food for people and climate*. Document d'information. Rome (disponible en anglais à l'adresse <http://www.fao.org/docrep/014/i2454e/i2454e00.pdf>).
- FAO.** 2011d. *L'état des ressources mondiales en terres et en eau pour l'alimentation et l'agriculture: Gérer les systèmes en danger*. Rome.
- FAO.** 2011e. *Produire plus avec moins: Guide à l'intention des décideurs sur l'intensification durable de l'agriculture paysanne*. Rome.

- FAO.** 2012a. Forêts. La biodiversité pour un monde libéré de la faim. Site web (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/biodiversity/components/forests/fr>), consulté le 25 mars 2012.
- FAO.** 2012b. *Improving food systems for sustainable diets*. GEA Rio+20 Document de travail 4. Rome.
- FAO.** 2012c. ONU-Eau, Journée mondiale de l'eau, Brochure mars 2012 (disponible à l'adresse http://www.unwater.org/worldwaterday/downloads/WWD2012_BROCHURE_FR.pdf)
- FAO.** 2012d. Site web FAO Water (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/nr/water/index.html>).
- FAO.** 2012e (à paraître). *La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture 2012*. Rome.
- FAO.** 2012f. *Stability of food security in a green economy environment*. FAO GEA Rio+20 Working Paper 3. Rome
- FAO.** 2012g (à paraître). *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2012 (SOFA)*. Rome.
- FAO.** 2012h. Les négociations intergouvernementales menées par le CSA. Régimes fonciers. Site web (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/nr/tenure/voluntary-guidelines/fr/>), consulté le 25 mars 2012.
- FAO, FIDA, FMI, OCDE, UNCTAD, PAM, Banque mondiale, OMC, IFPRI & ONU-HLTF.** 2011. *Price volatility in food and agricultural markets: policy responses*. An interagency report to the G20 (disponible en anglais à l'adresse http://www.fao.org/fileadmin/templates/est/Volatility/Interagency_Report_to_the_G20_on_Food_Price_Volatility.pdf).
- Foley, J.A., Ramankutty, N., Brauman, K.A., Cassidy, E.S., Gerber, J.S., Johnston, M., Mueller, N.D., O'Connell, C., Ray, D.K., West, P.C., Balzer, C., Bennett, E.M., Carpenter, S.R., Hill, J., Monfreda, C., Polasky, S., Rockström, J., Sheehan, J., Siebert, S., Tilman, D. & Zaks, D.P.M.** 2011. *Nature*, 478: 337–342.
- Foresight.** 2011. *The future of food and farming. Final Project Report*. London, The Government Office for Science.
- GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat).** 2007. *Changements climatiques 2007: Atténuation du Changement Climatique*. Contribution du Groupe de travail III au quatrième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, publié sous la direction de B. Metz, O.R. Davidson, P.R. Bosch, R. Dave & L.A. Meyer. Cambridge, Royaume-Uni, et New York, États-Unis, Cambridge University Press.
- Gilligan, D., Hoddinott J. & Taffesse, A.** 2009. The impact of Ethiopia's Productive Safety Net Program and its linkages." *Journal of Development Studies*, 45(10): 1684- 1706.
- HLPE (Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition).** 2011. *Land tenure and international investments in agriculture*. Rapport HLPE No. 2. Rome.
- Lipper, L. & Neves, N.** 2011. *Payments for environmental services: what role in sustainable agriculture development?* Document de travail de l'ESA No. 11-20. FAO (disponible en anglais à l'adresse <http://www.fao.org/docrep/015/an456e/an456e00.pdf>).
- McCarthy, N., Lipper, L. & Branca, G.** 2011. *Climate-smart agriculture: smallholder adoption and implications for climate change adaptation and mitigation*. Mitigation in Agriculture Series No. 4. Rome.
- Meridian Institute.** 2011. *Agriculture and climate change: a scoping report* (disponible en anglais à l'adresse http://www.climate-agriculture.org/Scoping_Report.aspx).
- OMS (Organisation mondiale de la santé).** 2009. *Risques sanitaires mondiaux: progrès et défis*. Genève, Suisse.

- ONU (Organisation des Nations Unies).** 1992. *Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement*. Texte de l'Accord négocié par les gouvernements à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, 3-14 juin 1992. Rio de Janeiro, Brésil.
- Pretty, J., Toulmin, C., & Williams, S.** 2011. Sustainable intensification in African agriculture. *International Journal of Agricultural Sustainability*, 9(1): 5–24.
- Pretty, J.N., Noble, D., Bossio, J., Dixon, R.E., Hine, F.W., Penning de Vries, T. & Morison, J.I.L.** 2006. Resource-conserving agriculture increases yields in developing countries. *Environmental Science and Technology*, 40:4.
- Rockström, J., Steffen, W., Noone, K., Persson, Å., Chapin, F.S. III, Lambin, E.F., Lenton, T.M., Scheffer, M., Folke, C., Schellnhuber, H.J., Nykvist, B., de Wit, C.A., Hughes, T., van der Leeuw, S., Rodhe, H., Sörlin, S., Snyder, P.K., Costanza, R., Svedin, U., Falkenmark, M., Karlberg, L., Corell, R.W., Fabry, V.J., Hansen, J., Walker, B., Liverman, D., Richardson, K., Crutzen, P. and Foley, J.A.** 2009. A safe operating space for humanity. *Nature*, 461,472-475.
- Smith, P., Martino, D., Cai, Z., Gwary, D., Janzen, H.H., Kumar, P., McCarl, B., Ogle, S., O'Mara, F., Rice, C., Scholes, R.J., Sirotenko, O., Howden, M., McAllister, T., Pan, G., Romanenkov, V., Schneider, U., Towprayoon, S., Wattenbach, M. & Smith, J.U.** 2008. Greenhouse gas mitigation in agriculture. *Philosophical Transactions of the Royal Society B*, 363(1492): 789–813.
- Tangerman, S.** 2011. *Policy solutions to agricultural market volatility: a synthesis*. Genève, Suisse, Centre international du commerce et du développement durable.
- Wirsenius, S., Berndes, G. & Azar, C.** 2010. How much land is needed for global food production under scenarios of dietary changes and livestock productivity increases in 2030? *Agricultural Systems*, 103: 621–636.
- Zundel, C., Kilcher, L. & Mäder, P.** 2008. *What can organic agriculture contribute to sustainable development? Long-term comparisons of farming systems in the tropics*. Rapport présenté à Cultivating the Future Based on Science, 2^e Conférence de la Société internationale pour la recherche en agriculture biologique (ISOFAR), Modène, Italie, 18-20 juin 2008.







ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

Viale delle Terme di Caracalla 00153

Rome, Italy

rio20@fao.org

www.fao.org/rioplus20/fr